



Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

Provisoire

8658^e séance

Mardi 5 novembre 2019, à 10 heures
New York

<i>Présidente :</i>	M ^{me} Pierce	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Van Shalkwyk
	Allemagne	M. Heusgen
	Belgique	M. Pecsteen de Buytswerve
	Chine	M. Wu Haitao
	Côte d'Ivoire	M. Adom
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Craft
	Fédération de Russie	M. Nebenzia
	France	M ^{me} Gueguen
	Guinée équatoriale	M. Ndong Mba
	Indonésie	M. Djani
	Koweït	M. Alotaibi
	Pérou	M. Duclos
	Pologne	M ^{me} Wronecka
	République dominicaine	M. Singer Weisinger

Ordre du jour

La situation en Bosnie-Herzégovine

Lettre datée du 25 octobre 2019, adressée au Président du Conseil de
sécurité par le Secrétaire général (S/2019/843)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 heures.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Bosnie-Herzégovine

Lettre datée du 25 octobre 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/2019/843)

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : S. E. M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et M^{me} Selma Korjenić, Cheffe du programme Bosnie-Herzégovine de Trial International.

M^{me} Korjenić participe à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Sarajevo.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite également S. E. M. Silvio Gonzato, Chef adjoint de la Déléation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2019/859, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par l'Allemagne.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2019/843, qui contient le texte d'une lettre datée du 25 octobre 2019, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant le cinquante-sixième rapport du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine.

Le Conseil est prêt à procéder au vote sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France,

Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

La Présidente (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2496 (2019).

Je donne maintenant la parole à M. Inzko.

M. Inzko (*parle en anglais*) : C'est pour moi un honneur que de prendre la parole devant le Conseil aujourd'hui. Dans un environnement mondial en constante évolution et souvent agité et alors que de nombreuses questions importantes sont inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, il est de la plus haute importance que la Bosnie-Herzégovine ne soit pas oubliée. Je remercie sincèrement le Conseil de son attention et de son intérêt constants.

En mai, j'ai informé le Conseil des efforts déployés pendant des mois pour former une coalition politique et des gouvernements aux niveaux de l'État et de la Fédération après les élections générales d'octobre 2018 (voir S/PV.8522). À l'époque, et malgré les divergences évidentes entre les partis politiques majoritaires, je ne pensais pas que je serais devant le Conseil encore une fois aujourd'hui, six mois plus tard, pour lui annoncer que ce processus a échoué. Bien que les partis en Republika Srpska aient formé leurs autorités peu après les élections et que le Gouvernement de la Republika Srpska fonctionne comme il se doit, le nouveau Conseil des ministres au niveau de l'État et le nouveau gouvernement de la Fédération n'ont toujours pas été nommés.

En outre, le Conseil des ministres issu du mandat précédent continue de fonctionner, mais il reste paralysé par une impasse inutile causée par des calculs politiques au sein de l'Assemblée parlementaire de la Bosnie-Herzégovine, ce qui signifie qu'aucune nouvelle loi ne peut être adoptée, y compris le budget de l'État. L'État est donc contraint de fonctionner sur la base de financements trimestriels temporaires, ce qui limite considérablement le champ de ses activités et sa capacité de s'attaquer efficacement à des problèmes qui se font jour, comme la crise des migrants. À cet égard, je voudrais également rappeler la politique de longue date de la Republika Srpska — depuis 2012 — qui consiste à couper les vivres aux institutions au niveau de l'État en Bosnie-Herzégovine en limitant excessivement le budget

de l'État, tout en augmentant le sien. Je voudrais aussi appeler l'attention du Conseil sur l'absence manifeste de coordination budgétaire en Bosnie-Herzégovine et sur le blocage du Conseil des finances publiques de la Bosnie-Herzégovine, qui est chargé d'assurer la coordination du budget.

En mai, la Commission européenne a rendu son avis sur la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. La Commission a défini 14 domaines clefs où la Bosnie-Herzégovine doit apporter des améliorations dans le cadre du processus qui doit déboucher sur des négociations sur l'adhésion. Étant donné que l'objectif de l'adhésion à l'Union européenne est l'un des rares domaines qui semble faire l'objet d'un consensus au sein de l'ensemble de la classe politique, ceci aurait dû marquer un jalon sur la voie de l'intégration européenne de la Bosnie-Herzégovine, et les dirigeants politiques auraient dû se rallier autour de la réalisation de cet objectif. Toutefois, le fait que les autorités n'ont pas été nommées et l'impasse persistante au sein du Parlement de l'État font qu'il est impossible pour la Bosnie-Herzégovine d'adopter les réformes nécessaires en vue d'apporter des améliorations dans les domaines clefs définis dans cet avis.

Toujours en ce qui concerne l'Union européenne, je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue et plein succès au nouveau Représentant spécial de l'Union européenne, M. Johann Sattler.

Les membres du Conseil se rappelleront aussi qu'après mon dernier exposé au Conseil de sécurité, de nombreux membres ont appelé à juste titre les autorités de la Bosnie-Herzégovine à mettre en œuvre le programme « 5 plus 2 », à savoir l'ensemble des cinq objectifs et deux conditions dont la réalisation est exigée pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant et la fin de mon mandat. Toutefois, l'absence d'autorités et d'un parlement de l'État opérationnel signifie non seulement que des progrès n'ont pas été réalisés dans la mise en œuvre du programme « 5 plus 2 », mais aussi que les mêmes forces qui bloquent le Parlement s'emploient activement à inverser les progrès accomplis et à faire obstacle à des réformes clefs à cet égard. Au lieu de progresser dans la mise en œuvre du programme « 5 plus 2 », nous sommes en train de faire marche arrière.

En outre, les autorités de la Republika Srpska ont annoncé la tenue d'une session de l'Assemblée nationale au courant du mois, durant laquelle elles se pencheront sur les décisions du Haut-Représentant.

Les hauts responsables de la Republika Srpska ont déjà remis en question l'autorité du Haut-Représentant et la validité des décisions qui ont conduit ou contribué à la mise en place des institutions au niveau de l'État et ont laissé entendre que la Republika Srpska pourrait se retirer de ces institutions même si elles ont été ratifiées par les parlements de l'État et des entités. Même le dysfonctionnement d'une seule institution aurait de graves incidences sur la souveraineté de l'État. Je vais suivre cette question de près et rendre compte de l'évolution de la situation au Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix et le cas échéant, au Conseil de sécurité.

Tout aussi inquiétant est le fait que ces tactiques destructrices ont lieu dans un contexte de discours incessants de division et de déstabilisation de la part de nombreux dirigeants politiques qui pourtant affirment être attachés à la voie de l'intégration européenne de la Bosnie-Herzégovine. Certains dirigeants politiques de la Republika Srpska continuent de faire des déclarations exprimant des tendances séparatistes ou prônant la dissolution de la Bosnie-Herzégovine, tandis que certains représentants croates visent une restructuration territoriale du pays. Dans le même temps, le principal parti bosniaque a adopté, comme il l'a fait en 2015, un programme préconisant une « République de Bosnie-Herzégovine » au cas où cela serait approuvé par le Parlement, ce qui n'est pas avisé dans ces circonstances.

Dans ce contexte politique, la militarisation potentielle des forces de police de la Republika Srpska est également une source de préoccupation. Cela envoie un signal alarmant aux populations. La communauté internationale doit suivre de près cette question des discours et des mesures séparatistes en Bosnie-Herzégovine. Nous n'avons pas besoin d'une course aux armements au sein de la police; nous voulons plutôt moins de police, pas plus de police. Mais ce qui est le plus répréhensible, c'est le révisionnisme ou la négation pure et simple de la question du génocide, qui, dans le cas de Srebrenica, est un fait juridique, comme l'ont confirmé les jugements d'instances judiciaires internationales et nationales, dont le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), créé par l'ONU en 1993 (résolution 827 (1993)).

Je saisis cette occasion pour dire une fois de plus que, comme l'a conclu le TPIY, un génocide a été perpétré à Srebrenica en 1995, et que rien ni personne ne peut changer ce fait. Je voudrais également remercier toutes

les personnes et les organisations qui font vivre la vérité sur Srebrenica et qui continuent la quête de justice, en particulier les Mères de Srebrenica. Les mères méritent notre profonde reconnaissance et notre respect.

Pour rendre hommage aux victimes du génocide, l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine doit présenter un projet de loi qui traite de la négation du génocide et de la glorification et de la commémoration des criminels de guerre. Ce sera l'une de mes priorités au cours de la période à venir, à l'approche de 2020, qui marquera les 25 années écoulées depuis le génocide commis à Srebrenica en juillet 1995.

Le 22 décembre marquera le dixième anniversaire de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Sejdić et Finci c. Bosnie-Herzégovine*. Dervo Sejdić, un rom, et Jakob Finci, un juif, tous deux citoyens de Bosnie-Herzégovine, ont contesté les dispositions de la Constitution de Bosnie-Herzégovine qui réservent les postes au sein de la Présidence et de la Chambre des peuples de Bosnie-Herzégovine exclusivement aux Bosniaques, Serbes et Croates, affirmant que ces dispositions leur étaient discriminatoires car elles ne leur permettaient pas de se présenter aux élections pour ces deux organes. En vertu des dispositions contestées, si un candidat potentiel appartenait à l'une des 16 minorités que compte le pays ou était le produit d'un mariage mixte, ou était né dans la mauvaise entité, cette personne ne pouvait pas se présenter aux élections à la Présidence de l'État ou à la Chambre des peuples, tout comme les Serbes de Sarajevo, qui ne peuvent se présenter à la Présidence de l'État. Dans le même ordre d'idées, les Bosniaques de Srebrenica ne peuvent pas se présenter à la Présidence de l'État parce qu'ils sont nés du mauvais côté de la ligne de démarcation inter-entités. Et ce n'est pas seulement une question de 16 minorités, car c'est environ 10 % de la population qui est touchée. Malheureusement, rien n'est fait pour remédier à la situation.

En outre, de récentes propositions de réformes électorales, en particulier de la part de partis politiques croates, visent à parvenir à une représentation dite légitime, grâce à laquelle les représentants ethniques à la Présidence de Bosnie-Herzégovine et aux Chambres des peuples des États et de la Fédération ne pourraient être élus que dans des circonscriptions de la même appartenance ethnique. Ces propositions s'éloignent encore plus de l'exécution de l'arrêt dans l'affaire *Sejdić et Finci*, qui considère fondamentalement que chaque citoyen, à savoir chaque personne détenant un

passport de Bosnie-Herzégovine, peut se présenter à la Présidence de l'État, ce qui est, bien sûr, logique, non? Mais ce n'est pas le cas en Bosnie : les candidats doivent être bosniaques, serbes ou croates. Si un candidat n'est pas bosniaque, serbe ou croate, celui-ci ne peut être candidat à la Présidence de l'État. En conséquence, une plainte a été déposée devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg il y a près de 10 ans, et les plaignants ont obtenu un jugement en leur faveur, mais rien n'a changé.

À titre d'exemple, l'Ambassadeur de Bosnie-Herzégovine, mon ami et collègue respecté, M. Sven Alkalaj, qui appartient à un groupe minoritaire, ne peut se présenter ni à la Présidence de l'État ni à la Chambre des peuples. C'est un vrai scandale. Il n'y a pas d'égalité pour lui, ni pour les autres. Mais l'autre scandale, c'est que nous avons un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme vieux de 10 ans qui n'est toujours pas appliqué. Les parties doivent faire quelque chose pour marquer cet anniversaire.

De même, le 26 novembre marquera le neuvième anniversaire de la décision de 2010 de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine selon laquelle certaines dispositions de la loi électorale de Bosnie-Herzégovine relatives à ville de Mostar ne sont pas conformes à la Constitution de Bosnie-Herzégovine. Malheureusement, le Parlement de Bosnie-Herzégovine n'ayant pas adopté les modifications nécessaires à la loi, la décision n'est toujours pas appliquée — et ce, depuis neuf ans maintenant — et Mostar n'a pas organisé d'élections locales depuis 2008. L'un d'entre nous peut-il imaginer qu'une ville de son propre pays n'ait pas organisé d'élections depuis 2008? Cela reste évidemment une tache sur le bilan démocratique de la Bosnie-Herzégovine : une autre décision de la Cour constitutionnelle qui n'a pas encore été appliquée.

Plus récemment, dans une autre affaire, la Cour européenne des droits de l'homme a statué que l'inaction des autorités avait empêché une citoyenne de voter ou de se présenter aux élections locales, ce qui constituait une discrimination fondée sur son lieu de résidence. Par ailleurs, la Cour a constaté que l'échec des autorités a créé un vide juridique qui a conduit, depuis 2012, à ce que Mostar soit gouvernée par un maire qui n'a pas la légitimité démocratique requise, ce qui est évident étant donné qu'il n'y a pas eu d'élections dans cette ville depuis 2008.

Je demande à l'Assemblée parlementaire et aux dirigeants politiques de Bosnie-Herzégovine d'exécuter

cet arrêt et tous les autres jugements à titre prioritaire et indépendamment des autres questions, en trouvant un accord politique pour modifier la loi électorale en Bosnie-Herzégovine. La Bosnie-Herzégovine doit être un État qui respecte la primauté du droit, ce que stipule à titre prioritaire l'Accord de paix de Dayton.

Le respect de l'état de droit et la lutte contre la corruption doivent être des priorités pour la Bosnie-Herzégovine. Les sondages montrent que les trois quarts des citoyens de Bosnie-Herzégovine sont extrêmement ou plutôt insatisfaits de la situation concernant l'état de droit et le travail des institutions judiciaires. En conséquence, je ferai de l'état de droit et du fonctionnement des institutions judiciaires ma priorité pour la période à venir, en travaillant bien entendu en collaboration avec la communauté internationale.

Le mépris généralisé de l'état de droit ne se produit pas dans le vide. Un bon exemple en est le meurtre tragique et encore non élucidé du jeune David Dragičević à Banja Luka, il y a près de deux ans. Mais l'insatisfaction à l'égard du système juridique demeure l'une des principales raisons de l'exode des cerveaux que connaît la Bosnie-Herzégovine. Ce phénomène n'est pas propre à ce pays, mais il est particulièrement tragique en Bosnie, où la population est peu nombreuse. Les données issues du rapport du Groupe de la Banque mondiale sur la situation économique en Europe et en Asie centrale publié à l'automne 2019, *“World Bank. 2019. Europe and Central Asia Economic Update, Fall 2019 : Migration and Brain Drain”*, indiquent que près de la moitié de la population de la Bosnie-Herzégovine a définitivement quitté le pays. Selon la Banque mondiale, le principal risque interne est l'environnement politique difficile, qui rend les réformes structurelles plus ardues. En résumé, les gens ne veulent pas seulement des emplois : ils veulent aussi la stabilité politique et la justice.

L'année prochaine, nous célébrerons le vingt-cinquième anniversaire de l'Accord de paix de Dayton. Malheureusement, au cours de ces 25 années, les attentes de nombreux citoyens de Bosnie-Herzégovine, ou de la communauté internationale, n'ont pas été satisfaites. La Bosnie-Herzégovine connaît de graves problèmes liés au fonctionnement de ses institutions, à l'état de droit et à la lutte contre la corruption, à la liberté des médias et à de nombreux autres domaines, qui se reflètent dans le séparatisme généralisé et les politiques de division qui sévissent dans le pays, et dans le manque général d'attention accordée par l'élite politique du pays aux questions qui comptent vraiment pour ses citoyens.

Parmi ces questions figure celle de l'égalité des sexes, compte tenu du fait qu'en moyenne, les salaires des femmes ne représentent que 50 % de ceux des hommes. Les femmes sont également gravement sous-représentées dans la sphère politique bien qu'il existe une obligation légale prévoyant que les femmes occupent 40 % des postes au sein des institutions politiques. Cette obligation a été imposée par une loi adoptée sans incident et avec une approbation quasi universelle, mais, bien entendu, elle n'est toujours pas appliquée. Nous ne devons pas oublier que les femmes en situation de conflit dans le monde connaissent de grandes souffrances et qu'il est grand temps que la communauté internationale et, surtout, les hommes politiques de Bosnie-Herzégovine, accordent la priorité aux questions de genre. Je me pencherai sur cette question et encouragerai une discussion plus approfondie.

La question fondamentale que nous devons tous nous poser n'est pas seulement de savoir comment aider la Bosnie-Herzégovine à continuer à relever les défis qui l'attendent, mais, plus important encore, comment empêcher le pays de faire marche arrière. Les tendances actuelles et les diverses déclarations publiques indiquent clairement un effort continu pour faire reculer les réformes qui ont porté le pays jusqu'ici. À cet égard, il est plus important que jamais de préserver la structure de l'Accord de Dayton et les outils dont dispose la communauté internationale, y compris le pouvoir accordé au Haut-Représentant en vertu de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, et, bien entendu, l'Opération Althea menée par l'Union européenne. Il est de la plus haute importance que la communauté internationale œuvre de concert pour préserver les investissements qu'elle a consentis au cours des deux dernières décennies et, surtout, pour tenir la promesse d'un avenir meilleur pour les citoyens de Bosnie-Herzégovine.

Comme je l'ai déjà dit, nous devons savoir reconnaître une régression lorsqu'elle se produit et, dans ce cas, admettre que notre mission n'est pas encore terminée.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Inzko de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Korjenić.

M^{me} Korjenić (*parle en anglais*) : Je m'appelle Selma Korjenić. Je dirige le programme Bosnie-Herzégovine de TRIAL International, une organisation

non gouvernementale qui lutte contre l'impunité pour les crimes internationaux et apporte son assistance aux victimes dans leur quête de justice. J'ai également l'honneur de prendre la parole devant le Conseil de sécurité en tant que femme et citoyenne de la Bosnie-Herzégovine et de présenter les efforts déployés par mon pays pour parvenir à la réconciliation et tourner la page du passé. Mon message au Conseil repose sur des consultations menées avec plusieurs autres représentants d'organisations de la société civile qui s'occupent des questions de justice et de consolidation de la paix dans mon pays.

Où en est la Bosnie-Herzégovine aujourd'hui s'agissant de faire face à son passé? Pour un touriste qui effectue une courte visite dans notre pays, il s'agit d'un pays aux paysages magnifiques, doté d'un riche patrimoine culturel, avec une cuisine traditionnelle délicieuse, une musique agréable et des habitants chaleureux. Toutefois, il s'agit aussi d'un pays dans lequel se sont produites certaines des pires atrocités en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, un pays où la vie quotidienne est profondément marquée par la guerre, qui a pris fin il y a 24 ans, et un pays qui porte encore les lourdes séquelles du passé. Plusieurs questions complexes, notamment traduire en justice les criminels de guerre, répondre aux besoins des victimes et de leurs familles et réconcilier les peuples et les communautés, ne sont pas traitées comme il se doit.

Pendant de nombreuses années, on a mis l'accent sur des mesures judiciaires pour faire face aux crimes odieux commis pendant la guerre. Nous pensions que traduire les criminels de guerre en justice aboutirait à la réconciliation, notamment grâce à la reconnaissance des souffrances des victimes et de leurs familles. Même si quelques résultats positifs ont été obtenus, les progrès ont été lents. La société civile s'inquiète vivement de ce que, compte tenu du rythme actuel des poursuites, nos institutions judiciaires ne seront pas en mesure de respecter le délai de clôture de toutes les affaires liées à la guerre d'ici à 2023. Pour les victimes lasses et oubliées qui sont encore en vie aujourd'hui, ce déni de justice exacerbe les souffrances qui leur ont été infligées pendant la guerre.

Il demeure essentiel de lutter au plus vite contre l'impunité. Toutefois, pour donner véritablement aux survivants en particulier et à la société dans son ensemble le sentiment que justice a été faite, poursuivre les auteurs de ces crimes ne suffit pas. Pour normaliser les relations entre les individus et les communautés,

nous devons également lutter contre le négationnisme en ce qui concerne ces crimes. En effet, des discours nationalistes iniques gagnent du terrain et dominent aujourd'hui l'espace public comme jamais auparavant. Les principales élites politiques et les médias qui sont à leur service nient désormais ouvertement le génocide et les autres crimes de guerre, du moins lorsque les crimes en question ont été commis contre ce qu'ils considèrent comme le camp adverse. Ces discours s'accompagnent d'une tendance à la glorification des criminels issus de leur propre communauté.

Qu'il me soit permis de donner aux membres du Conseil quelques exemples. Des espaces publics, notamment des rues, des monuments commémoratifs et d'autres monuments, portent le nom de criminels de guerre condamnés par la justice, ce qui revient à justifier les atrocités qu'ils ont commises. Dans la ville de Pale, par exemple, un dortoir d'étudiants porte le nom de Radovan Karadžić. Ailleurs, à Nevesinje, une peinture murale en l'honneur de Ratko Mladić a été inaugurée. Lorsqu'un verdict est rendu à l'encontre d'un membre d'une communauté donnée, il est souvent rejeté par les groupes nationalistes, comme on l'a vu récemment dans l'affaire *Ministère public c. Prlić et al.* Ces groupes focalisent uniquement leur attention sur les crimes perpétrés contre leur communauté. Cette célébration subjective des crimes du passé, sous plusieurs formes, revient à nier la vérité dans son ensemble et à faire fi des souffrances de l'ensemble de victimes, quelle que soit leur communauté ou leur origine.

Les tribunaux internationaux et nationaux font souvent l'objet de sabotages. Des photographies de criminels de guerre condamnés sont brandies durant des réunions publiques. On réserve un accueil chaleureux à certains criminels libérés de prison dans les rassemblements de personnalités politiques de premier plan. Certains sont même élus à des postes politiques, comme ce fut le cas du criminel de guerre Fikret Abdić, qui est devenu maire de Velika Kladuša. Des associations qui portent le nom de criminels de guerre sont créées, et même les organisations fascistes ne craignent plus de s'exhiber en public, ce qui revient à admettre publiquement les crimes du passé.

Par ailleurs, il n'existe pratiquement pas de monument commémoratif dédié à toutes les victimes de la guerre. Les initiatives visant à construire des monuments commémoratifs pour les victimes sont souvent politisées, même au niveau local, ce qui exacerbe le mécontentement des survivants et de leurs familles,

entrave les efforts déployés pour qu'ils obtiennent une satisfaction légitime et les prive de leur droit au souvenir. Contrairement aux anciens combattants, les victimes civiles - en particulier les femmes victimes de violences sexuelles — luttent depuis de nombreuses années pour faire entendre leur voix et ne bénéficient toujours pas de l'égalité de droits.

Les efforts en faveur de la consolidation de la paix et de la réconciliation sont bloqués à tous les niveaux politiques. La consolidation de la paix et la réconciliation ne sont pas une priorité ni pour la plupart des hommes politiques, ni, tragiquement, pour de nombreux groupes de médias politisés. En conséquence, des informations positives qui illustrent la normalisation des relations entre les individus et les communautés sont souvent passées sous silence et sont rarement relayées dans l'espace public.

Malheureusement, il y a des risques à s'opposer aux discours nationalistes. Ceux qui osent procéder à un examen objectif du passé en se souciant véritablement du sort des victimes et ceux qui expriment des opinions contraires sur ce qui s'est passé pendant la guerre s'exposent souvent à des attaques publiques. Ils font l'objet de menaces et doivent parfois quitter leur foyer ou même le pays en quête de protection, car les institutions de l'État ne sont pas en mesure de protéger les citoyens contre de telles intimidations.

Même les écoles sont sous l'influence de ces politiques et opinions qui prêchent des demi-vérités sur ce qui s'est passé pendant la guerre. En effet, certains programmes d'éducation officiels jettent les bases d'une méfiance future à l'égard d'autres communautés, alimentant la possibilité de conflits à l'avenir. À titre d'exemple, un nouveau manuel d'histoire de la Republika Srpska glorifie l'un des pires criminels de guerre, Radovan Karadžić, en tant que poète et premier Président de la Republika Srpska, sans fournir des informations sur sa responsabilité dans le génocide et de nombreux crimes contre l'humanité. Rien n'est dit de sa condamnation à la prison à vie par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Nous assistons à l'intensification de ces discours passéistes, qui provoquent des tensions au sein d'une nation déjà divisée. Trois générations ont goûté au poison de la haine. On ne fait pas grand-chose pour éviter que la génération suivante ne subisse le même sort.

Cependant, il existe encore une lueur d'espoir. Il y a des initiatives visant à rendre justice aux personnes et aux communautés touchées et à susciter un engagement

en faveur de la réconciliation et de la consolidation de la paix, et même des succès à célébrer. Néanmoins, ces initiatives et cet engagement sont le fruit du dévouement d'organisations de la société civile, de militants des droits de la personne et d'individus qui cherchent à normaliser les relations entre les individus et les communautés par leur militantisme. Certaines victimes et certains survivants sont de plus en plus actifs, avec l'aide de nombreux représentants de la société civile, dans leur quête de justice et de possibilités pour se reconstruire. Par exemple, au cours des 12 dernières années, mon organisation a accompagné et aidé des victimes de la guerre, y compris de nombreux rescapés de la violence sexuelle. Cet engagement à long terme, associé à un dialogue permanent avec les autorités pour faire respecter les normes internationales et les droits fondamentaux des victimes, a rendu les procédures judiciaires un peu plus efficaces, équitables et inclusives.

Ces résultats, conjugués aux succès obtenus par d'autres secteurs de la société, indiquent que les initiatives prises par les militants des droits de l'homme, les organisations locales de la société civile, les victimes de la guerre, les anciens membres des armées belligérantes, les jeunes de différentes origines ethniques et les chefs religieux pour diffuser des messages de paix et de tolérance peuvent réellement semer les graines de la justice, de la vérité et de la réconciliation. Les citoyens ordinaires veulent tout simplement tourner la page de la guerre et se tourner vers un avenir meilleur. Il est clair que ce ne sont pas les citoyens ordinaires qui font obstacle à la paix, mais sans le soutien de l'État et sans une approche institutionnelle globale, il n'y aura pas de réconciliation durable. Sans des efforts concertés pour lutter contre le négationnisme des crimes du passé et contre les discours nationalistes, la Bosnie-Herzégovine sera toujours une bombe à retardement.

Samedi prochain, nous commémorerons la destruction du célèbre pont de Mostar. Le vieux pont, détruit le 9 novembre 1993, a depuis été reconstruit, mais la Bosnie-Herzégovine a encore besoin de l'appui de la communauté internationale pour rétablir de nombreux ponts entre les personnes et les communautés. Pour ce faire, je voudrais humblement proposer deux pistes à l'examen du Conseil.

Premièrement, il ne faut pas permettre au déni et à la haine de s'enraciner plus encore. La communauté internationale ne doit pas craindre d'être plus stricte avec la Bosnie-Herzégovine. Elle ne doit pas craindre d'exiger le respect des verdicts rendus par les tribunaux

internationaux et locaux. Elle doit veiller à ce que le déni, la minimisation ou la justification de tout crime, quelle qu'en soit la victime, soit interdit. Elle doit exiger que le droit des victimes à la justice, à la vérité et aux réparations soit pleinement garanti. Ce n'est que dans ces conditions que nous pourrions aller de l'avant en tant que pays et nous réconcilier les uns avec les autres.

Deuxièmement, il ne faut pas désespérer de la Bosnie-Herzégovine. En tant que jeune femme bosnienne, je ne désespérerai pas de mon pays. Je veux le transmettre à mes enfants sans le poison de la haine. Il y a ici de nombreuses personnes merveilleuses venant de divers secteurs de la société civile, de nombreux militants des droits de l'homme qui luttent au quotidien pour que notre pays soit meilleur. Notre société civile a besoin de la confiance du Conseil de sécurité. Nous avons besoin qu'il aide et appuie les initiatives visant à reconstruire les ponts et à instaurer la justice et la réconciliation.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Korjenic de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil de sécurité qui souhaitent faire une déclaration. Je rappelle à mes collègues la limite du temps de parole. S'ils dépassent cette limite, leurs microphones clignoteront.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je voudrais avant tout saluer le vote unanime du Conseil sur la résolution 2496 (2019), prorogeant le mandat de l'Opération Althea menée par l'Union européenne. Nous remercions tous les membres du Conseil de leur coopération constructive à cet égard. Je remercie les deux orateurs de leurs exposés très francs, honnêtes et détaillés, qui nous donnent à réfléchir.

L'Allemagne s'associe à la déclaration qui sera prononcée plus tard au nom de l'Union européenne. Par conséquent, je ne ferai pas de déclaration générale, mais aborderai quelques points spécifiques.

Tout d'abord, je dois dire que, même en ayant une idée de la situation en Bosnie-Herzégovine, j'ai été choqué par ce que le Haut-Représentant Valentin Inzko et M^{me} Selma Korjenic ont dit dans leurs exposés à propos de la négation des crimes passés, notamment le génocide, de la glorification des criminels et de l'absence de responsabilité et de réconciliation. À cet égard, je me félicite une fois encore que la réconciliation figure à l'ordre du jour de la présidence britannique du Conseil ce mois-ci.

J'aurais une question à poser au Haut-Représentant. Il a dit vouloir faire de l'état de droit et de son respect une priorité. Concrètement, que pense-t-il pouvoir faire en lien avec la question qui a été soulevée; Que peut-il faire de plus pour que le déni de génocide disparaisse? Que peut-il faire pour encourager d'autres acteurs?

En ce qui concerne l'affaire *Sejdić et Finci*, nous savons tous qu'elle dure depuis une décennie, si ce n'est plus, et de nombreux efforts ont été déployés à cet égard. M. Inzko l'a également inscrite sur sa liste de priorités. Comment pense-t-il pouvoir changer la donne? De quels outils dispose-t-il? Dans six mois, quand il sera de retour au Conseil, comment pense-t-il y être arrivé? Nous ne voulons pas perdre l'Ambassadeur ici, mais le fait qu'il lui est impossible de devenir Président est frappant.

J'ai également beaucoup apprécié l'accent mis par le Haut-Représentant sur l'égalité des sexes; nous avons entendu parler des victimes de violences sexuelles. Ma troisième question, qui est liée à la précédente, est la suivante : que pense-t-il pouvoir faire pour s'attaquer à ce problème?

Cela fait maintenant un an que les élections ont eu lieu et aucun Gouvernement n'a encore été formé en Bosnie-Herzégovine. C'est un cauchemar que nous avons déjà connu. La Bosnie-et-Herzégovine fonctionne d'une manière ou d'une autre, mais, bien entendu, aucune législation ni loi budgétaire ne peuvent être mises en œuvre. Le pays est paralysé. Dans une certaine mesure, il fait même marche arrière. Quelque chose doit être fait; c'est la seule façon d'arrêter la fuite des cerveaux.

Voilà les questions que je souhaitais poser. Je remercie également M^{me} Korjenic d'avoir au moins conclu sur une note positive et d'avoir dit que nous ne devrions pas désespérer, mais il est très difficile de ne pas céder au pessimisme après avoir entendu tout cela. Je demanderais peut-être aux représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie et de la Serbie, qui s'exprimeront plus tard, d'aborder également la question de l'impunité et de la contribution qu'ils peuvent apporter à la lutte contre la glorification de criminels et la négation du génocide.

M. Duclos (Pérou) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, Valentin Inzko, de son rapport (S/2019/843, annexe) et de son exposé éclairant, ainsi que M^{me} Selma Korjenic. Nous voudrions également saisir cette occasion pour saluer le

renouvellement du mandat de l'Opération Althea dirigée par l'Union européenne.

Malgré certaines évolutions positives, nous devons dire notre préoccupation face à l'absence de progrès dans la réalisation des cinq objectifs et deux conditions — le programme « 5 plus 2 » — visant à garantir la pleine autonomie de la Bosnie-et-Herzégovine. Comme l'a indiqué le Haut-Représentant, il est particulièrement inquiétant que les retards et les reculs s'expliquent par l'absence d'un véritable engagement de la classe politique. Le manque de respect des institutions étatiques et de leurs décisions et l'exacerbation des messages bellicistes et sécessionnistes ne font que contribuer à cette impasse. À cet égard, nous réaffirmons que la Fédération et la Republika Srpska doivent renouveler leur engagement à appliquer l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine de 1995, reconnaître l'autorité du Bureau du Haut-Représentant et réaffirmer la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Il est également essentiel qu'ils respectent pleinement la Constitution et les institutions et compétences étatiques à tous les niveaux. Les cantons de la Fédération doivent adapter leur législation, notamment en matière électorale. Pour sa part, la Republika Srpska doit se conformer aux dispositions de l'Accord concernant l'enregistrement des biens militaires et le transfert des impôts indirects.

Nous nous félicitons de l'adoption d'une série de réformes par les deux parties en vue d'avancer sur la voie de l'intégration européenne, mais il est également essentiel de sortir de l'impasse politique, de nommer un Conseil des ministres, ce qui aurait dû être fait il y a un an déjà, et de reprendre les travaux parlementaires. Le renforcement des institutions et de l'état de droit, à l'instar de la voie vers l'intégration européenne, doit être un domaine de convergence fondé sur des intérêts communs. La réalisation de progrès dans ce processus de réforme, ainsi que dans le traitement des questions de migration, de criminalité organisée et de corruption, doit être une priorité.

Dans ce contexte, nous réaffirmons qu'il est important de créer un ministère public et un tribunal spécialisé dans la lutte contre la criminalité organisée et la corruption. Leur mise en place contribuera également à la lutte contre l'impunité et permettra d'améliorer la légitimité des institutions et la confiance de la population à leur égard. Dans le cadre de cette lutte et dans le droit fil de ce qu'a dit M^{me} Korjenić, l'accès à la justice est fondamental. Il est particulièrement

regrettable que les institutions judiciaires ne puissent achever leur travail sur les affaires de crimes de guerre, comme cela avait été prévu. Il s'agit d'un impératif juridique et moral pour les victimes de ces crimes et leurs familles, qui contribuera à la réconciliation. Nous saluons ici le rôle joué à cet égard par la société civile, en particulier les femmes et les jeunes. Dans ce contexte, nous déplorons et condamnons les discours et les initiatives qui fomentent les divisions et la haine, en particulier lorsqu'ils sont utilisés pour restreindre la liberté d'expression et de la presse, ainsi que le droit d'association et de manifestation pacifique. Le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ne peut être soumis à des conditions.

Pour terminer, soulignant que le Haut-Représentant Inzko et l'Opération Althea doivent pouvoir compter sur la pleine coopération des parties et disposer des ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs fonctions, nous réaffirmons le plein appui du Pérou au peuple bosnien, alors qu'il poursuit son chemin vers la paix et le développement durables.

M^{me} Wronecka (Pologne) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, M. Valentin Inzko, de son exposé. La Pologne tient à faire part à son bureau de son plein appui et de sa reconnaissance pour le rôle central qu'il joue dans le maintien de la stabilité en Bosnie-Herzégovine. Conformément à nos déclarations précédentes, nous sommes nous aussi favorables à un recours aux pouvoirs de Bonn si la situation l'exige. Par ailleurs, je remercie M^{me} Selma Korjenić de son exposé.

La Pologne s'associe à la déclaration qui sera prononcée dans le courant de la séance au nom de l'Union européenne. En outre, je voudrais faire les remarques d'ordre général ci-après.

Nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2496 (2019), qui autorise la poursuite de la force multinationale de stabilisation (EUFOR ALTHEA) pour une nouvelle période de 12 mois. Nous nous félicitons également des conclusions par lesquelles, le 14 octobre, le Conseil européen a confirmé qu'il était prêt à poursuivre le mandat militaire exécutif de la mission, à savoir maintenir un environnement sûr. La Pologne, qui fournit des effectifs à cette mission depuis sa création, est fière de contribuer à cet effort.

Nous regrettons que, plus d'un an après les élections générales qui se sont tenues dans le pays, les gouvernements aux niveaux de l'État et de la Fédération

n'aient toujours pas été formés. Nous appelons les dirigeants politiques à procéder d'urgence à la formation du gouvernement, dans un esprit de compromis, de sorte que le pays puisse continuer d'aller de l'avant.

Nous prenons note avec satisfaction des progrès accomplis par la Bosnie-Herzégovine sur la voie de son intégration européenne et attendons avec intérêt l'avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion du pays à l'Union européenne. L'intégration de l'Union européenne reste le principal objectif rassemblant tous les partis politiques, et elle est perçue par la majorité de citoyens comme un objectif stratégique pour le pays.

Nous serions heureux que la présentation du premier programme national annuel, dans le cadre du Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN, reflète le même esprit de détermination et d'unité. Il est dans l'intérêt de tous les citoyens de Bosnie-Herzégovine de pouvoir jouir de la stabilité et de la sécurité au sein des structures euro-atlantiques, et ce, dans un avenir prévisible.

Il reste également à mettre en œuvre les réformes globales de la loi électorale, conformément aux arrêts en vigueur de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine.

La situation intérieure du pays suscite encore de nombreuses préoccupations. Le chômage reste élevé et l'exode des jeunes générations se poursuit, privant le pays de ses futures élites, tandis que les flux migratoires entrants, à destination de l'Union européenne, atteignent des niveaux alarmants. La corruption et la criminalité organisée sont endémiques et ne sont pas combattues efficacement. Elles doivent être endiguées et faire effectivement l'objet de poursuites en justice pour que le pays soit aligné sur les normes démocratiques modernes. Le programme de réformes du pays doit être poursuivi de manière cohérente et énergique, et les nouvelles réformes socioéconomiques doivent être mises en œuvre sans délai.

Étant donné que c'est la dernière fois que nous allons prendre la parole sur cette question en tant que membre du Conseil de sécurité, je voudrais dire une fois encore que, pour la Pologne, il est vital que la Bosnie-Herzégovine devienne un pays démocratique uni, prospère et moderne, fermement ancré dans les structures euro-atlantiques.

M. Alotaibi (Koweït) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord remercier M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, de son exposé fort utile et de son

dernier rapport (S/2019/843, annexe) sur l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine. Nous l'appuyons pleinement dans l'exécution de son mandat et dans ses efforts pour aider les autorités de Bosnie-Herzégovine à surmonter les difficultés auxquelles elles sont confrontées. Nous remercions également M^{me} Selma Korjenić, Directrice du programme Bosnie-Herzégovine de TRIAL International.

Nous nous félicitons que le Conseil de sécurité ait adopté à l'unanimité, aujourd'hui, la résolution 2496 (2019), par laquelle la communauté internationale envoie un message fort au peuple de Bosnie-Herzégovine : nous sommes déterminés à maintenir la sécurité et la stabilité dans le pays. Nous sommes déterminés à fournir à la Bosnie-Herzégovine l'appui dont elle a besoin pour promouvoir sa souveraineté, son unité et son intégrité territoriale.

Nous saluons les efforts déployés aux fins de maintenir la stabilité en Bosnie-Herzégovine et de préserver son unité dans toutes ses composantes ethniques et culturelles. Nous apprécions également le rôle important joué par la force multinationale de stabilisation (EUFOR ALTHEA) sous la direction de l'Union européenne. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption, par les deux entités, de plusieurs trains de réformes liés au programme réformateur de l'Union européenne, et portant notamment sur l'entrée en vigueur, en juillet de cette année, de l'accord sur la réduction des frais d'itinérance liés à la téléphonie mobile dans les pays des Balkans occidentaux.

L'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine reste le dispositif phare pour parvenir à la stabilité institutionnelle et continue de servir de référence pour l'instauration d'une paix durable dans le pays. Nous sommes donc préoccupés par la persistance de la rhétorique incitant à la violence et des déclarations semant la discorde. Nous appelons tous les dirigeants politiques à faire passer les intérêts nationaux du peuple de Bosnie-Herzégovine en premier. Ils doivent dépasser les intérêts politiques et ethniques érigés qui compromettent le progrès et la stabilité, et tenter de s'engager de manière constructive dans l'application des résultats des élections tenues en octobre 2018, notamment en créant le Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine, au niveau de l'État, le Gouvernement de la Fédération et les 10 autres gouvernements de canton. Toutes les parties doivent participer à un dialogue constructif et ouvert pour assurer la mise en place sans délai des autorités, et

ce, à tous les niveaux. Cela ne peut que profiter au processus politique.

Il faut redoubler d'efforts pour que le Parlement adopte une nouvelle législation qui donne au pouvoir judiciaire les instruments nécessaires pour lutter contre la criminalité organisée, la corruption, le terrorisme et l'extrémisme, lesquels font peser une menace directe sur l'état de droit et compromettent les efforts en faveur du développement socioéconomique et de l'adhésion à l'Union européenne.

En ce qui concerne les cinq objectifs et deux conditions fixés pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant, nous exhortons les parties à honorer leurs engagements et à satisfaire aux exigences de ce programme. Nous soulignons notre plein appui au Bureau du Haut-Représentant, tel qu'il est prévu à l'Accord de Dayton et dans les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Nous invitons le Haut-Représentant à intensifier ses efforts pour mettre pleinement en œuvre l'Accord.

Pour terminer, nous réaffirmons qu'il importe que toutes les parties respectent l'unité, la stabilité et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que sa constitution nationale et toutes les décisions rendues par son pouvoir judiciaire, afin d'assurer la stabilité dans le pays. Nous appelons également toutes les parties à déployer des efforts concertés pour mettre en œuvre l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine et à honorer leurs engagements en vue d'atteindre les objectifs d'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN.

M. Van Shalkwyk (Afrique du Sud) (*parle en anglais*): J'tiens tout d'abord à remercier M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, de son exposé et de son rapport (S/2019/843, annexe) sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Je remercie également M^{me} Selma Korjenic de son exposé.

Il ressort clairement de l'exposé et du rapport du Haut-Représentant que les désaccords persistants entre les partis politiques ont eu une incidence négative sur la réalisation du programme « 5 plus 2 » établi par le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix. En outre, la rhétorique clivante, provocatrice et nationaliste contribue à compromettre la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État.

L'Afrique du Sud appelle donc toutes les parties à s'engager à nouveau à ce qu'un gouvernement d'ouverture soit formé sans délai et dans le respect des

engagements précédemment convenus. À cet égard, nous appelons également toutes les parties à respecter l'état de droit et les instruments juridiques qui sous-tendent les structures politiques du pays. Il s'agit notamment de prendre rapidement les mesures nécessaires pour harmoniser les constitutions de certains cantons avec la Constitution nationale.

Comme ma délégation l'a déjà dit, un dialogue politique direct entre les parties est impératif pour régler les questions en suspens. Nous appelons à un dialogue constructif et ouvert entre toutes les communautés de Bosnie-Herzégovine. Outre ces échanges, la poursuite de la coopération et des pourparlers entre les diverses structures bosniennes et le Haut-Représentant revêt également une grande importance. C'est le seul moyen de parvenir à un accord sur les questions essentielles pour toutes les communautés.

Je félicite le Haut-Représentant Inzko de son dévouement et de ses efforts inlassables visant à garantir que le peuple bosnien garde la maîtrise des processus politiques conformément aux travaux du Conseil de mise en œuvre de la paix.

Pour terminer, l'Afrique du Sud encourage toutes les parties bosniennes à s'engager de nouveau à s'acquitter pleinement de leurs obligations en vertu des divers accords de paix. La volonté politique et l'appropriation nationale de ce processus sont indispensables pour avancer vers la paix, la stabilité et la réconciliation à long terme pour tous les citoyens et toutes les communautés de Bosnie-Herzégovine.

M. Adom (Côte d'Ivoire) : Je tiens à saluer la tenue de ce débat consacré à l'examen du vingt-deuxième rapport de l'actuel Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine (S/2019/843, annexe) et à remercier Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et M^{me} Selma Korjenic, responsable du programme Bosnie-Herzégovine de l'organisation non gouvernementale TRIAL International, pour leurs présentations circonstanciées et particulièrement édifiantes. Ces présentations appellent de la part de ma délégation des observations sur la situation politique, économique et humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

Sur le plan politique, ma délégation note avec préoccupation que l'État multiethnique de la Bosnie-Herzégovine reste confronté à une impasse politique qui perdure. Cette impasse est caractérisée

par un blocage institutionnel et l'impossibilité de former un gouvernement central depuis les élections générales du 7 octobre 2018. Ainsi, 24 ans après la fin de la guerre civile, les rhétoriques belliqueuses et les comportements peu constructifs de certains dirigeants politiques entravent la marche vers la réconciliation nationale souhaitée dans ce pays, laquelle réconciliation doit être subséquente à la mise en œuvre des obligations redditionnelles.

S'y ajoutent les difficultés d'ordre juridique et les tensions ethniques qui, depuis plus d'une décennie, empêchent la tenue d'élections municipales dans la ville de Mostar et la reconnaissance du massacre de Srebrenica. Ces obstacles tendent hélas à remettre en cause les maigres acquis en matière de réconciliation nationale, dont les forces armées multiethniques de la Bosnie-Herzégovine restent à ce jour le plus bel exemple. C'est pourquoi, face au risque d'enlèvement de la situation, ma délégation voudrait exhorter les leaders politiques à s'inscrire résolument dans le noble projet d'édification d'une nation unie et prospère intégrée à l'espace de l'Union européenne.

S'agissant de la situation économique, ma délégation se félicite de l'adoption récente par la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine d'un programme commun de réformes socioéconomiques sur quatre ans, qui traduit leur volonté commune d'impulser leur croissance économique et de renforcer la compétitivité, en droite ligne avec les recommandations de l'Union européenne. Si ce train de réformes peut permettre d'espérer une transformation économique pouvant accroître les chances d'une intégration dans l'Union européenne, il ne fait aucun doute qu'il pourrait également favoriser l'émergence d'une économie plus unifiée et compétitive, créatrice d'emplois pour les jeunes, les femmes et les autres groupes vulnérables en réduisant le flux d'immigration vers les pays occidentaux les plus riches. Mais pour parvenir à ces transformations économiques salvatrices, les autorités locales se doivent de dépasser leurs divergences politiques et de s'engager dans la promotion de l'état de droit ainsi que dans la création d'un environnement juridique attractif pour les investissements.

Sur le plan humanitaire, la Côte d'Ivoire est préoccupée par les conditions de vie difficiles des migrants en Bosnie-Herzégovine, dont le nombre est en constante augmentation selon la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En outre, l'absence de préparation de

l'État et de mesures adaptées à l'ampleur du défi, ainsi que l'existence d'une rhétorique loin de favoriser un minimum de cohésion sociale, contribuent à empirer la situation des migrants dans les centres de transit et à rendre le travail des organismes humanitaires de plus en plus difficile.

Ma délégation est d'avis que nonobstant leur ampleur et leur complexité, les défis sociaux, politiques et économiques auxquels la Bosnie-Herzégovine reste confrontée ne sont pas insurmontables. La Côte d'Ivoire reste en effet persuadée qu'une convergence de vues des parties prenantes et une appropriation forte du processus de réconciliation nationale et des réformes économiques permettront à ce pays de consolider la paix intérieure et d'apporter sa contribution à la stabilité et à une prospérité partagée dans les Balkans.

Pour conclure, mon pays tient à féliciter le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine pour ses efforts de coordination de l'assistance des partenaires internationaux et l'encouragement à poursuivre ses bons offices en vue de la mise en œuvre intégrale de l'Accord de paix de Dayton.

M. Pecsteen de Buytswerve (Belgique) : La Belgique s'associe à la déclaration qui sera faite au nom de l'Union européenne.

J'aimerais remercier le Haut-Représentant, M. Valentin Inzko, ainsi que M^{me} Korjenić pour leurs présentations.

Nous nous félicitons de l'unanimité au sein du Conseil, qui a mené à l'adoption de la résolution 2496 (2019), laquelle reconduit pour un an la force multinationale de stabilisation (EUFOR ALTHEA). Cette mission contribue à la viabilité d'un État bosnien uni, souverain et multiethnique et à la stabilisation de la région. La Belgique continuera à lui apporter son plein soutien en tant que membre de l'Union européenne.

Six mois après le dernier exposé du Haut-Représentant (voir S/PV.8522), nous devons constater que les mêmes défis persistent et que le blocage politique continue de retarder l'adoption et la mise en œuvre de réformes dont le pays a pourtant grandement besoin. Nous réitérons qu'une solution politique ou législative concernant le processus électoral doit être conforme aux décisions rendues par la Cour européenne des droits de l'homme. Presque 10 ans après l'arrêt *Sejdić-Finci*, sa mise en œuvre reste lettre morte. Dans ce contexte, il est également indispensable de mettre en œuvre d'urgence les recommandations du Bureau des

institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

La Bosnie-Herzégovine a choisi, et il s'agit d'un choix stratégique, la voie de l'intégration euro-atlantique. Ceci est également un choix pour une démocratie fondée sur le respect de l'état de droit et des droits humains. Nous sommes fortement préoccupés par les sérieuses carences observées en matière de respect de l'état de droit et par les derniers incidents qui ont eu lieu au sein du Haut Conseil de la magistrature. Il est urgent d'adopter les réformes nécessaires afin de renforcer la justice et l'indépendance du pouvoir judiciaire. Étant donné le rôle crucial joué par ce haut conseil, il doit impérativement respecter les normes éthiques et professionnelles les plus élevées. Nous sommes également fortement préoccupés par la multiplication des atteintes à la liberté d'expression, de rassemblement et de la presse au cours des derniers mois. Nous réitérons la nécessité de garantir ces libertés sans aucune discrimination.

Une paix juste, stable et durable n'est pas possible sans que justice soit rendue. Dans le cadre d'un processus de justice transitionnelle, une véritable réconciliation n'est envisageable que si des mesures concrètes sont prises pour lutter contre l'impunité en garantissant la poursuite des criminels de guerre. Les victimes et les survivants doivent être au cœur de ces efforts. Leurs droits doivent être assurés, de même que leur participation substantielle dans la définition des efforts de réconciliation du Gouvernement. Il ne saurait y avoir de réconciliation sans réparation. Nous soulignons l'importance d'inclure des organisations de la société civile, des jeunes et des femmes dans ce processus afin que celui-ci soit largement soutenu dans la société.

Enfin, dans ce contexte, nous réitérons notre forte préoccupation par rapport aux propos visant à nier le génocide de Srebrenica, à glorifier les crimes de guerre et leurs auteurs et à attiser la haine. Ces propos renforcent en effet le climat de méfiance et sapent le processus de réconciliation. Aussi appelons-nous, au lieu de semer des graines de discorde, à planter des graines pour une paix juste, stable et durable.

M. Djani (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier le Haut-Représentant Valentin Inzko de son exposé important. Je voudrais également remercier M^{me} Selma Korjenić des informations qu'elle nous a fournies aujourd'hui. L'Indonésie tient à assurer le Bureau du Haut-Représentant pour

la Bosnie-Herzégovine de son appui à l'exécution de son mandat. Nous nous félicitons également de la prorogation du mandat du Bureau, conformément à la résolution 2496 (2019) que nous venons d'adopter.

Bien qu'il n'y ait guère eu de progrès significatifs sur la voie de la réalisation des cinq objectifs et de l'établissement des deux conditions préalables à la fermeture du Bureau du Haut-Représentant, nous espérons que ce dernier pourra trouver une solution novatrice pour aider la Bosnie-Herzégovine à remédier à la stagnation actuelle de la situation sur le terrain. Après avoir entendu la déclaration du Haut-Représentant Inzko, nous sommes très préoccupés par les questions du négationnisme du génocide, des règles d'ethnicité pour les représentants élus à la Présidence, du manque d'attachement à l'état de droit et de l'absence continue d'élections municipales. Je pense que ce sont là de très mauvais indicateurs de progrès. Je voudrais aborder plusieurs points.

Mon premier point concerne la nécessité de mettre un terme aux discours déstabilisateurs. Toutes les parties doivent s'abstenir de prononcer ce type de discours et de déclarations, qui ne peuvent conduire qu'à la destruction et à l'instabilité. Nous sommes très préoccupés par les déclarations prônant le séparatisme, les tendances séparatistes et, bien entendu, par le soutien à la dissolution de la Bosnie-Herzégovine, dont le Haut-Représentant a parlé. En tant que pays qui accorde une grande importance à la souveraineté et à l'intégrité territoriale, nous jugeons cela très alarmant. De tels discours et allégations ne feront qu'exacerber les tensions, et c'est le peuple de Bosnie-Herzégovine qui en paiera le prix. C'est avant tout dans l'intérêt du peuple que nous nous battons, dans le but de rendre sa vie aussi paisible et prospère que possible. L'Indonésie est convaincue que pour régler cette question, toutes les parties doivent recourir à des moyens pacifiques et au dialogue. Toutefois, la bonne volonté ne suffit pas pour entamer un dialogue. Nous avons besoin de sincérité pour instaurer la confiance, et non d'accusations incendiaires qui ne respectent pas les politiques et les accords convenus précédemment. La confiance ne peut être établie que si les accords conclus et les engagements pris sont scrupuleusement mis en œuvre.

Mon deuxième point porte sur le respect de l'état de droit. Nous appuyons le point de vue du Haut-Représentant sur la nécessité de préserver l'état de droit, en particulier en ce qui concerne les nombreuses décisions judiciaires non appliquées. L'état de droit doit

être respecté afin que les fondements de la démocratie soient préservés et renforcés plus avant. Le manque d'engagement en faveur de l'état de droit dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine est un problème fondamental qui doit être réglé sans tarder.

Mon troisième et dernier point concerne l'unité. Le peuple ne doit pas pâtir des divergences de vues et d'intérêts politiques. Il ne faut pas oublier que notre principal objectif est de bâtir une communauté stable et prospère, et non l'inverse. Nous devons, ensemble, trouver la force, la stabilité et la prospérité. L'unité est importante et, bien que les divergences de vues soient réelles, nous devons œuvrer pour un avenir meilleur. Les progrès seront loin d'être possibles tant qu'il n'y aura pas d'unité en Bosnie-Herzégovine.

L'Indonésie demande à toutes les parties de respecter la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, les lois en vigueur et l'intégrité des institutions étatiques. Et, bien entendu, nous appelons la communauté internationale à continuer d'aider la Bosnie-Herzégovine à instaurer la paix et la stabilité. À cet égard, nous estimons également que les organisations régionales et les pays voisins savent mieux que quiconque quoi faire.

J'ai une question à poser au Haut-Représentant concernant les préoccupations qu'il a exprimées quant à la possibilité d'un retour en arrière. Je m'interroge sur ce que nous, membres du Conseil, pouvons faire. A-t-il une suggestion concrète à faire pour éviter un nouveau recul? Je me demande si la participation des organisations régionales, par exemple l'Union européenne ou d'autres organisations régionales en Europe, pourrait améliorer la stabilité et la paix. Il s'agit peut-être d'une autre option qui pourrait sauver plus de vies.

Je voudrais terminer en réitérant l'appui de longue date de l'Indonésie aux autorités de Bosnie-Herzégovine, afin que celles-ci parviennent à une solution durable qui réponde aux besoins de toutes les parties prenantes de la manière la plus pacifique possible. Nous parlons de réconciliation. La réconciliation n'est pas un choix, mais la seule option qui s'offre au peuple de Bosnie-Herzégovine pour parvenir à la paix. N'oublions pas que notre débat d'aujourd'hui au Conseil concerne avant tout le peuple.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Comme c'est la première fois que je prends la parole à une séance du Conseil en novembre, je tiens à féliciter chaleureusement le Royaume-Uni de son accession à la présidence ce mois-ci, ainsi que

l'Afrique du Sud, un des trois membres africains du Conseil, de sa présidence remarquable et très fructueuse en octobre.

Notre délégation se joint aux autres orateurs pour souhaiter la bienvenue au Conseil de sécurité au Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, M. Valentin Inzko, et le remercier de son exposé édifiant et de sa présentation détaillée du cinquante-sixième rapport sur l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine (S/2019/843, annexe). Nous remercions également M^{me} Selma Korjenic de son exposé éclairant.

Notre délégation a pris bonne note du rapport du Haut-Représentant sur les progrès accomplis au cours des six derniers mois en Bosnie-Herzégovine, y compris l'adoption simultanée d'un ensemble de mesures liées au programme de réformes de l'Union européenne, qui témoignent de l'engagement et des efforts remarquables qui ont été faits en faveur de l'intégration euro-atlantique, ainsi que de l'intérêt mutuel dans l'objectif commun de stabilisation du pays.

Notre délégation mesure et salue les avancées réalisées en Bosnie-Herzégovine au cours de la période considérée, mais elle est aussi préoccupée par la lenteur de la formation du nouveau gouvernement à la suite des élections générales du 7 octobre 2018 et par le manque de progrès en la matière. À cet égard, nous exhortons les parties à œuvrer de concert à la stabilité politique et à régler les problèmes sans tarder en vue de bâtir un avenir prometteur dans le pays et de permettre la réconciliation de ses différents groupes ethniques et de ses communautés. Nous estimons qu'il reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi nous devons continuer à œuvrer à la construction d'une vision commune de l'avenir qui contribuera à favoriser une unité nationale durable à même de consolider le rôle de la Bosnie-Herzégovine dans les Balkans, en Europe et dans le monde. Nous encourageons les parties à amender les lois relatives à la Chambre des peuples de la Fédération, à renforcer l'état de droit, à garantir la pleine application des résultats des élections et à poursuivre leurs efforts visant à endiguer et à éliminer les divisions ethniques, la criminalité, la corruption, l'extrémisme violent et le terrorisme, qui restent des questions essentielles pour garantir la stabilité et la prospérité dans le pays et la région.

Notre délégation préconise le plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité

territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Nous saluons l'engagement que le Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine affiche dans le cadre de son mandat, et nous réaffirmons notre appui à ses efforts pour promouvoir l'application de l'Accord de paix de Dayton. La Guinée équatoriale est prête à collaborer avec la communauté internationale pour appuyer l'instauration d'une paix et d'une sécurité pérennes et d'un développement durable en Bosnie-Herzégovine.

Nous voudrions conclure notre brève déclaration en nous félicitant de l'adoption à l'unanimité de la résolution 2496 (2019) présentée par la République fédérale d'Allemagne, qui proroge de 12 mois le mandat de la force multinationale de stabilisation (EUFOR ALTHEA).

M. Wu Haitao (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine a écouté attentivement l'exposé du Haut-Représentant Inzko et la déclaration de M^{me} Korjenić, représentante de la société civile.

Nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité par le Conseil de la résolution 2496 (2019) sur la Bosnie-Herzégovine.

La Bosnie-Herzégovine est un pays important de la région des Balkans. La Chine note avec satisfaction que les élections générales se sont bien déroulées en octobre 2018 et prend note du fait que le Conseil des ministres n'a pas été encore formé. Nous espérons que toutes les parties en Bosnie-Herzégovine rechercheront un consensus par le dialogue et les consultations en vue de former un gouvernement dans les plus brefs délais, consolideront activement le processus politique, mettront pleinement en œuvre l'Accord de paix de Dayton, accorderont plus d'attention et d'appui au développement économique et social afin de partager les dividendes de la paix et du développement.

La paix, la stabilité et le développement en Bosnie-Herzégovine et la coexistence harmonieuse de différents groupes ethniques sont dans l'intérêt commun de la communauté internationale et des pays de la région. La Chine a toujours respecté la souveraineté, l'indépendance, l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que le droit de son peuple de décider de l'avenir du pays, et a apporté son appui aux différents groupes ethniques pour qu'ils puissent vivre en harmonie et œuvrer à leur développement commun.

En ce qui concerne la question de la Bosnie-Herzégovine, la communauté internationale doit prêter

attention aux vues et aux préoccupations de toutes les parties et adopter une approche équilibrée et prudente. Pour aider la Bosnie-Herzégovine à promouvoir le processus de réforme, la communauté internationale doit prendre pleinement en compte le contexte national et le niveau de résilience du pays, aider les populations à régler leurs problèmes en toute indépendance et renforcer son appui au développement économique du pays.

La Chine prend note des efforts que déploie le Haut-Représentant Inzko pour faire avancer le processus politique en Bosnie-Herzégovine. Nous espérons qu'il jouera un rôle actif dans la promotion de la mise en œuvre de l'Accord de paix de Dayton, dans le strict respect de son mandat. Nous espérons également que la force multinationale de stabilisation dirigée par l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine continuera de renforcer sa coopération avec les parties concernées pour contribuer au maintien de la sécurité et de la stabilité en Bosnie-Herzégovine. La Chine est prête à travailler en collaboration avec le reste de la communauté internationale pour contribuer à l'instauration d'une paix, d'une stabilité et d'un développement durables en Bosnie-Herzégovine.

M^{me} Gueguen (France) : Le Haut-Représentant a exposé avec précision les différents défis auxquels la Bosnie-Herzégovine continue de faire face et je souhaite revenir sur trois d'entre eux.

Premièrement, plus d'un an après les élections générales d'octobre 2018, l'absence de gouvernements et d'institutions fonctionnelles est très préoccupante à plusieurs titres. D'abord, parce qu'elle dénote un climat de défiance persistante entre les différentes communautés qui forment la Bosnie-Herzégovine. Ensuite, parce qu'elle empêche la mise en œuvre des réformes nécessaires au pays, notamment pour son rapprochement européen, qu'il s'agisse de l'économie, des affaires sociales, du renforcement de l'état de droit ou des droits de l'homme.

La France appelle toutes les formations et tendances politiques à permettre au pays de fonctionner, en particulier à former les gouvernements au niveau de l'État central, au niveau de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, mais aussi dans plusieurs cantons. Nous soulignons aussi l'importance que des élections locales puissent être tenues l'année prochaine à Mostar, pour la première fois depuis plus de 10 ans, comme le Haut-Représentant l'a souligné. Je rappelle que la Cour européenne des droits de l'homme a récemment

enjoint la Bosnie-Herzégovine de permettre la tenue de ces élections.

Mon deuxième point concerne la manière dont la Bosnie-Herzégovine fait face à son passé, sur laquelle je remercie M^{me} Korjenić de son exposé très détaillé. Ce qui nous a été décrit est alarmant. La France condamne fermement l'apologie des crimes et des criminels de guerre, quelle que soit leur communauté d'origine. La justice nationale et internationale a effectué un travail remarquable pour poursuivre et condamner les responsables des atrocités commises pendant le conflit. Toutes les initiatives visant à remettre en cause les décisions du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ou à les réinterpréter – je pense en particulier à celles relatives au génocide de Srebrenica – sont inacceptables.

Et je rejoins les questions qui ont été posées tout à l'heure par le Représentant permanent de l'Allemagne, à savoir comment faire pour que tous les acteurs politiques de Bosnie-Herzégovine se montrent à la hauteur du devoir qui leur incombe en la matière et comment assurer que la justice de Bosnie-Herzégovine continue d'instruire avec efficacité les nombreuses affaires héritées de la guerre, en particulier les crimes de guerre. Le ralentissement des processus de justice transitionnelle et de réconciliation contribue en effet au manque de confiance des citoyens de Bosnie-Herzégovine à l'égard du système judiciaire et porte atteinte à la cohésion du pays.

Je souhaite, troisièmement, revenir sur la perspective européenne de la Bosnie-Herzégovine et des Balkans occidentaux, qui nécessite plus que jamais de redoubler d'efforts pour adopter les réformes dont le pays a besoin. La France s'associe à cet égard à la déclaration qui sera prononcée par la délégation de l'Union européenne. La perspective d'une intégration dans l'Union européenne, lorsque les conditions seront remplies, est le prolongement de l'engagement massif et multiforme de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine. L'opération militaire EUFOR ALTHEA, que le Conseil autorise pour une année supplémentaire par la résolution 2496 (2019) adoptée aujourd'hui, témoigne de ce soutien. Au-delà de cet appui, il est de la responsabilité des autorités de Bosnie-Herzégovine d'adopter des réformes profondes pour progresser dans le rapprochement européen. Ce sont ces réformes, dans les domaines de l'état de droit et du développement économique et social, qui pourront donner de nouvelles perspectives aux jeunes générations et les inciter à contribuer au développement du pays.

Lors du sommet du 29 avril dernier, le Président Emmanuel Macron, aux côtés de la Chancelière Angela Merkel, a réaffirmé la volonté de la France de contribuer à la stabilité des Balkans occidentaux. Ce réengagement se focalise sur le développement économique et social, la sécurité, la justice et la défense, quatre piliers d'une stratégie française présentée en amont de cette rencontre. La Bosnie-Herzégovine a toute sa place dans cette stratégie qui vient appuyer les actions menées par l'Union européenne. Et c'est vers cet avenir européen que les autorités politiques doivent tourner leurs regards.

M^{me} Craft (États-Unis) (*parle en anglais*) : Je remercie le Haut-Représentant Inzko de s'être joint à nous aujourd'hui. Je remercie également M^{me} Selma Korjenić. J'apprécie l'optimisme prudent dont elle nous a fait part.

Les États-Unis sont pleinement engagés à accompagner le peuple de Bosnie-Herzégovine dans ses efforts visant à édifier une société plus juste, plus libre et plus démocratique. La durée d'une génération entière s'est écoulée depuis la signature historique de l'Accord de paix de Dayton, mais nous devons continuer de penser aux jeunes d'aujourd'hui et leur donner un sentiment d'espoir, quelle que soit leur communauté d'origine.

La génération actuelle est confrontée à des défis qui hantent la société bosnienne et les Balkans depuis des décennies. La rhétorique nationaliste sème des divisions alarmantes. Les dirigeants exploitent une situation politique précaire pour des intérêts personnels et financiers, et les jeunes quittent le pays tous les jours à la recherche de possibilités économiques qu'ils auraient aimé trouver chez eux. Si elle veut aller de l'avant, la Bosnie-Herzégovine ne doit pas tolérer les discours destructeurs qui compromettent la stabilité et les perspectives d'avenir depuis des années. Ses dirigeants doivent opter pour la réconciliation politique pour tourner la page de la guerre et accepter les réformes nécessaires afin de mettre le pays sur la voie de l'intégration euro-atlantique. Les Bosniens méritent d'être gouvernés de manière intègre par des dirigeants démocratiquement élus, qui sont redevables de leur action et tiennent leurs promesses. Ils méritent des dirigeants qui accordent la priorité aux besoins de leurs populations.

Les États-Unis s'emploient à renforcer ces efforts, de plusieurs façons. Nous appuyons le cadre mis en place par l'Accord de Dayton pour garantir la paix et la stabilité dans la région. Nous appuyons les programmes et les organisations non gouvernementales qui promeuvent

la liberté de la presse, l'égalité d'accès à l'éducation et un système judiciaire exempt de corruption. Et nous appuyons les efforts visant à réduire la pollution de l'air et à promouvoir le développement économique durable. Mais en plus de notre appui aux institutions et aux perspectives économiques, nous voulons également que ceux qui menacent la paix et la stabilité dans la région rendent des comptes. Je suis d'accord avec la représentante de la France que l'apologie, de quelque manière que ce soit, des criminels de guerre condamnés est alarmante.

Nous comptons sur un partenariat solide avec le Gouvernement et les dirigeants du pays, mais nous attendons également d'eux qu'ils s'acquittent dès maintenant de leurs responsabilités dans la mise en œuvre de réformes. Je tiens à dire au Haut-Représentant Inzko que nous appuyons fermement le rôle que joue son bureau, notamment en ce moment où le pays met en œuvre des réformes électorales et fait des préparatifs en vue de la tenue des élections municipales en 2020. Nous saluons en outre les contributions essentielles que continue d'apporter l'Opération Althea de l'Union européenne, qui joue un rôle crucial pour préserver un environnement stable, et nous appuyons la prorogation de son mandat pour une année supplémentaire.

Nous ne pourrions dire que nous avons accompli quelque chose de durable et d'important que lorsque toutes les générations et tous les groupes ethniques en Bosnie-Herzégovine pourront jouir des avantages qu'offre un pays démocratique, stable et prospère. Les États-Unis attendent avec impatience ce jour, et nous ne relâcherons pas nos efforts pour qu'il arrive bientôt.

M. Singer Weisinger (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous remercions M. Valentin Inzko et M^{me} Selma Korjenić de leurs exposés éclairants.

La République dominicaine reconnaît l'unité, l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. Dans le même temps, nous reconnaissons les efforts déployés par le Haut-Représentant et son bureau dans la mise en œuvre des aspects civils de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine. Parallèlement, nous regrettons l'absence de progrès dans la réalisation des cinq objectifs et deux conditions fixés pour la fermeture définitive du Bureau du Haut-Représentant - le programme « 5 plus 2 ». Ce ralentissement du processus est désormais un élément de réflexion pour ce Conseil.

Il est pertinent de rappeler que lorsque les volontés s'unissent au profit des grandes majorités, l'adversité passe au second plan. Les représentants politiques se doivent d'assouplir leurs positions afin d'offrir à la Bosnie-Herzégovine les outils nécessaires pour mener à bien les réformes qui renforceront l'état de droit, ouvriront la voie à l'intégration dans l'Union européenne, et accéléreront la consolidation de l'unité, de la paix et du développement.

Nous appuyons le mandat et la gestion du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. À cet égard, nous pensons que toutes les volontés doivent se concentrer sur la consolidation des progrès accomplis, sur la réorientation des efforts vers l'intégration au sein de l'Union européenne et, dans le même temps, sur la lutte contre des défis tels que, notamment, la criminalité organisée et la corruption.

Nous comprenons que le simple fait de s'abstenir de tout exercice unilatéral susceptible de bloquer ou de compromettre le processus de réconciliation et de consolidation de la paix est un signe de bonne volonté et de coopération ayant pour objectif d'améliorer la situation dans le pays, et constitue un appui aux efforts de la communauté internationale en faveur de la Bosnie-Herzégovine. Il est temps que les dirigeants politiques agissent ouvertement en faveur de l'unité, en acceptant le fait que la Bosnie-Herzégovine est un État à part entière et souverain.

À un an des élections, il importe d'achever le processus de formation des nouvelles autorités, et nous recommandons à cet égard que les mesures nécessaires soient prises pour renforcer l'état de droit, la défense du multilinguisme, la participation des jeunes et des femmes aux processus politiques, et la protection des droits des réfugiés et des personnes déplacées, afin que des conditions soient créées pour garantir leur retour volontaire et sûr.

Il convient de reconnaître l'importance du rôle de la presse dans une société libre et démocratique. À cet égard, il est essentiel que des mesures appropriées soient prises pour garantir l'exercice de ces libertés dans un environnement sûr.

Enfin, nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité de la résolution prorogeant le mandat de la force multinationale de stabilisation (EUFOR ALTHEA) dirigée par l'Union européenne. La République dominicaine saisit également cette

occasion pour appeler tous les dirigeants politiques et toutes les parties prenantes à coopérer avec le Bureau du Haut-Représentant, avec un véritable sens de l'engagement, afin qu'ensemble nous puissions parvenir à une Bosnie-Herzégovine où règnent l'inclusion, l'unité dans la diversité ethnique et religieuse, le principe de responsabilité, l'accès à la justice, l'autonomisation des jeunes et des femmes, la sécurité des citoyens et la lutte contre la pauvreté.

M. Nebenzia (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je remercie les intervenants d'aujourd'hui. Nous avons écouté attentivement l'exposé du Haut-Représentant chargé d'assurer le suivi de l'application de l'Accord de paix relatif à la Bosnie-Herzégovine et nous notons une fois de plus que les informations qu'il a fournies, ainsi que le rapport (S/2019/843, annexe) distribué au Conseil de sécurité, ne donnent pas une image objective et équilibrée de la situation actuelle dans le pays. Les Serbes et les Croates de Bosnie, ainsi que leurs dirigeants auxquels le Haut-Représentant impute de manière injustifiée toutes les difficultés que le pays connaît, continuent d'être victimes de préjugés.

Le rapport ne mentionne que brièvement la notion correcte selon laquelle la raison principale de la plupart des problèmes en Bosnie-Herzégovine tient aux divergences de vues importantes entre les trois parties — Bosniaques, Serbes et Croates — sur la voie à prendre pour définir le statut d'État du pays. Dans ces conditions, les efforts du Bureau du Haut-Représentant devraient être axés sur la promotion d'une culture du dialogue, en offrant, si nécessaire, ses bons offices pour régler les différends entre les Bosniens eux-mêmes.

Au lieu de cela, l'énergie et les ressources du Bureau du Haut-Représentant sont presque exclusivement consacrées à tenter de justifier que les dirigeants serbes de Bosnie et croates soient qualifiés d'anti-Dayton. À cet égard, nous ne pouvons manquer de noter que l'actuel membre serbe de la Présidence de la Bosnie-Herzégovine, M. Dodik, et le Président de l'Union démocratique croate de Bosnie-Herzégovine, M. Čović, ont déclaré publiquement à plusieurs reprises leur attachement à l'accord de paix et le confirment régulièrement dans la pratique. Il importe d'être guidé par les principes énoncés dans l'Accord de Dayton en matière d'égalité des droits pour les trois peuples constitutifs de la Bosnie-Herzégovine, et de doter les deux entités de larges pouvoirs leur permettant de mener avec respect un véritable dialogue avec leurs partenaires bosniaques.

Nous sommes préoccupés par la référence faite dans le rapport à un prétendu revers dans la mise en œuvre du programme « 5 plus 2 » établi par le Comité directeur du Conseil de mise en œuvre de la paix, où figurent les conditions fixées pour la fermeture du Bureau du Haut-Représentant. En dépit de ces difficultés, nous ne partageons pas cette interprétation de la situation dans le pays. Nous pensons qu'elle avance des arguments artificiels pour préserver un protectorat international obsolète en Bosnie-Herzégovine.

À cet égard, nous appelons nos collègues du Conseil de sécurité et du Comité directeur à redoubler d'efforts pour fermer le Bureau du Haut-Représentant. Le district de Brčko en Bosnie-Herzégovine, qui fonctionne normalement depuis 2012, date à laquelle le Comité directeur a appuyé la décision de geler la supervision internationale de la région, est un exemple positif.

Nous appelons l'attention du Conseil sur la nécessité urgente pour le Bureau du Haut-Représentant de respecter son mandat. M. Inzko n'est pas autorisé à faire pression en faveur de l'intégration européenne et euro-atlantique de Sarajevo, dont il est beaucoup question dans le rapport. Nous en avons parlé plus d'une fois.

La nouvelle Cheffe de la Mission en Bosnie-Herzégovine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe s'est empressée de faire de même en organisant un séminaire au cours duquel elle a préconisé l'adhésion rapide du pays à l'OTAN. Il semblerait que la Bosnie-Herzégovine n'ait pas d'autre préoccupation que d'adhérer à l'OTAN dès que possible.

Paradoxalement, le programme européen a été éclipsé. Il est évident qu'il n'y a pas de consensus dans le pays sur cette question. Nous estimons qu'il est inacceptable d'ignorer le principe d'une prise de décision par consensus de la Présidence de la Bosnie-Herzégovine en matière de politique étrangère.

Je voudrais dire quelques mots sur les travaux des commissions internationales indépendantes créées par le Gouvernement de la Republika Srpska pour enquêter sur les crimes commis contre tous les peuples dans la région de Srebrenica et contre les Serbes à Sarajevo en 1991-1995. On ne sait pas très bien pourquoi le Haut-Représentant les diabolise presque. Nous partons du principe que leur formation est la conséquence directe des lacunes identifiées dans les travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Mécanisme international

appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, au sujet desquels la Fédération de Russie a exprimé à maintes reprises sa vive préoccupation. Les conclusions des commissions visent à faire la lumière sur nombre des crimes de guerre les plus graves qui, pour des raisons inexplicables, n'ont pas été traités par le TPIY. Je voudrais saisir cette occasion pour exhorter tous les membres du Conseil à lire le prochain rapport du Gouvernement de la Republika Srpska sur la situation en Bosnie-Herzégovine, qui contient des informations importantes sur ce point et sur d'autres sujets pertinents.

Pour notre part, nous continuerons de faire tout notre possible pour que les Serbes, les Croates et les Bosniaques s'attaquent ensemble à tous les problèmes en Bosnie-Herzégovine, conformément à l'Accord de paix de Dayton, un accord solide et équilibré, qui prévoit l'égalité des trois peuples constitutifs, dont il est important de représenter tous les intérêts. Des garanties ont été expressément données à cet égard par le Premier Ministre de la Fédération de Russie, M. Dmitri Medvedev, à l'occasion de sa rencontre à Belgrade le 19 octobre avec M. Milorad Dodik, membre de la Présidence de Bosnie-Herzégovine. Nous sommes ouverts à une coopération mutuellement respectueuse avec les représentants de toutes les forces politiques, et nous espérons que nos efforts menés conjointement avec les Bosniens contribueront à la promotion du règlement post-conflit, au développement socioéconomique et à la préservation de la diversité culturelle en Bosnie-Herzégovine et dans l'ensemble des Balkans.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante du Royaume-Uni.

Je remercie le Haut-Représentant Inzko et M^{me} Korjenić de leurs exposés.

Je pense que notre opinion concernant le rôle du Bureau du Haut-Représentant diffère de celle que le représentant de la Russie vient d'exposer. Nous estimons que le Bureau du Haut-Représentant continue de jouer un rôle essentiel en Bosnie-Herzégovine; il bénéficie du plein appui du Royaume-Uni, y compris, comme d'autres pays autour de la table l'ont mentionné, en ce qui concerne le recours aux pouvoirs de Bonn lorsque la situation l'exige. Je pense que la raison en est évidente. Certaines personnes, y compris certains dirigeants, en Bosnie-Herzégovine entendent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher le pays de devenir un État prospère et normal.

Selon l'Accord de Dayton, la Bosnie doit être un État indépendant composé de deux entités, la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska, mais il ne place pas ces entités au-dessus de l'État. Par conséquent, tant qu'il y aura des dirigeants en Bosnie qui œuvreront contre ou qui refuseront de reconnaître cet aspect très important du statut d'État de la Bosnie-Herzégovine — qui est inscrit dans l'Accord de Dayton, codifié par le Conseil et mis en œuvre depuis de très nombreuses années par le Conseil de mise en œuvre de la paix et son Comité directeur — et tant que cette approche antagoniste au statut d'État de la Bosnie perdurera, le Haut-Représentant et les pouvoirs de Bonn resteront nécessaires.

Je tiens donc à exprimer publiquement le ferme appui du Royaume-Uni au Haut-Représentant et à son équipe. Je tiens également à remercier M^{me} Korjenić de TRIAL International. Le Royaume-Uni soutient l'action menée par cette organisation pour que justice soit rendue aux victimes de violences sexuelles liées au conflit, et nous rendons hommage au travail qu'elle accomplit; j'y reviendrai dans un instant, si je le peux.

Nous nous associons à nos collègues pour saluer l'adoption à l'unanimité de la résolution 2496 (2019), qui autorise l'Union européenne à poursuivre l'Opération Althea pendant 12 mois supplémentaires. Cette décision traduit l'engagement continu de la communauté internationale en faveur de la sécurité et de la stabilité de la Bosnie, mais, comme l'a dit la représentante de la France, elle souligne également la trajectoire européenne et euro-atlantique de la Bosnie.

Je tiens à dire à cet égard que je crois comprendre qu'il existe en Bosnie-Herzégovine des lois qui codifient cette intégration euro-atlantique, tant en ce qui concerne l'Union européenne que l'OTAN, et il existe sans aucun doute des résolutions du Conseil qui l'encadrent également. Cette intégration est aussi énoncée dans de nombreuses décisions du Conseil de mise en œuvre de la paix et du Comité directeur. Ce désir du peuple bosnien n'a jamais été annulé par la loi, de sorte que si les dirigeants peuvent s'y opposer parce qu'ils ont changé d'avis ou parce que cela ne correspond pas à leur discours politique, la législation de la Bosnie-Herzégovine et l'ensemble des décisions soutenues et adoptées par la communauté internationale confirment que la Bosnie bénéficiera d'un appui aussi longtemps qu'elle poursuivra sur la voie de l'intégration euro-atlantique. Ce sont des batailles qui doivent être menées

démocratiquement, et non de façon antidémocratique en faisant usage de la polémique et de la démagogie.

Je tiens à rappeler qu'il y a près de 30 ans, la situation en Bosnie-Herzégovine était la priorité du Conseil; nos prédécesseurs ont adopté de nombreuses résolutions jour après jour pour mettre fin aux combats et rétablir la stabilité et la paix dans ce pays. La guerre a duré quatre longues années et a changé à jamais la façon dont les Nations Unies assurent le maintien de la paix. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, en 1995, pendant la guerre, le massacre de Srebrenica a coûté la vie à 9 000 hommes et garçons musulmans. C'est le pire massacre que l'Europe a connu depuis 1945.

Ce ne sont pas d'événements anodins pour l'Europe ou pour la Bosnie et les Balkans. Le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) a été créé pour juger les personnes ayant commis ces crimes. C'est pourquoi nous sommes tout à fait d'accord avec M^{me} Korjenic que personne ne devrait essayer de minimiser les travaux du TPIY. Le TPIY était un tribunal légitime, créé par le Conseil, et ses arrêts restent valables.

Je n'ai plus beaucoup de temps, alors je dirai simplement que s'agissant de la réconciliation, je souscris à ce que les représentants allemand et indonésien ont dit : c'est un élément très important de la situation actuelle. Je tiens également à souligner l'importance vitale de l'état de droit pour tous les citoyens de la Bosnie-Herzégovine.

M^{me} Korjenic nous exhorte à ne pas désespérer. Je ne perds pas espoir en ce qui concerne la Bosnie. Je travaille sur la question des Balkans depuis 1991. Nous n'allons pas renoncer, car perdre espoir dans la Bosnie signifierait simplement que les méchants ont gagné, et ça nous ne le permettrons pas. Par conséquent, on peut compter sur les institutions britanniques et euro-atlantiques pour continuer d'aider la Bosnie tant que tous ses citoyens le souhaiteront.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente du Conseil de sécurité.

J'invite le Haut-Représentant, puis M^{me} Korjenic, à répondre aux points soulevés par les membres du Conseil. Plusieurs questions ont été posées, et si les orateurs au titre des articles 37 ou 39 me le permettent, la parole leur sera ensuite donnée dans quelques instants.

Je donne la parole à M. Inzko.

M. Inzko (*parle en anglais*) : M. Heusgen a posé des questions très complexes sur l'état de droit, l'affaire *Sejdić et Finci* et d'autres points, ainsi que sur les moyens d'améliorer la situation. Il est évident qu'il n'y a pas de baguette magique ni de solution miracle, mais je pense que certaines procédures tirées de notre expérience peuvent simplement être reproduites. Qui siège à la Cour suprême dans nos pays? Qui siège dans les cours constitutionnelles de nos pays? Les meilleurs. Cela devrait également être une solution simple pour la Bosnie-Herzégovine; par exemple, le Haut Conseil de la magistrature devrait simplement nommer les meilleurs candidats - non pas parce que ce sont des membres du parti ou les parents de quelqu'un, mais en se basant sur le mérite.

Je pense que nous serons bientôt informés du contenu du rapport de M. Priebe, un avocat allemand très respecté qui a également travaillé pour l'Union européenne. M. Priebe fera quelques recommandations; il en a faites pour la Macédoine il y a quelques années, et actuellement il travaille sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Je pense qu'une fois que le Haut Conseil de la magistrature sera amélioré et le système judiciaire renforcé et plus indépendant, nous parlerons d'un pays différent. Tout ne se résume pas aux finances ou à l'économie; la primauté du droit et la justice sont aussi importantes.

La vérification des antécédents est une des méthodes que la communauté internationale a également utilisée. En Albanie, les juges et les candidats au Bureau du Procureur ont fait l'objet d'une procédure de vérification, et bon nombre d'entre eux ont été éliminés parce qu'ils n'étaient pas suffisamment compétents. Le résultat est qu'aujourd'hui la Cour constitutionnelle en Albanie n'est constituée que d'une seule personne, parce qu'après la procédure de vérification, il ne restait plus qu'un seul candidat suffisamment compétent et qui n'était pas impliqué dans un conflit d'intérêts ou dans une quelconque affaire de corruption. Toutefois, nous espérons que d'ici avril prochain l'Albanie disposera à nouveau d'une Cour constitutionnelle opérationnelle, grâce aux procédures de vérification des antécédents et aux recommandations de M. Priebe.

Il y a un anniversaire que je n'ai pas évoqué : il y a exactement 10 ans que, malheureusement, si je peux me permettre, nous avons renvoyé les juges et les procureurs internationaux. Je peux le dire, parce que les Forces alliées étaient présentes dans mon pays, l'Autriche, pendant 10 ans en raison du grand nombre

de nazis qui s'y trouvaient. Il n'y avait pas non plus de Parlement avant la Seconde Guerre mondiale, car il avait été dissous. Tout cela a ensuite changé. Nous avons introduit la démocratie sous le contrôle des Forces alliées, qui ont empêché le retour des nazis, et il y a eu un plan Marshall couronné de succès. Les Forces alliées sont parties au bout de 10 ans. D'autres pays, elles sont restées plus longtemps. Il s'agit là d'un bon modèle qui pourrait fonctionner.

Cela touche également aux autres questions, qui ont été soulevées concernant les criminels de guerre et la messe de reconnaissance qui s'est tenue au retour de M. Kordić. Je suis catholique, mais j'ai honte qu'une telle messe ait été organisée pour lui. Comme nous le savons, il a été reconnu coupable de crimes de guerre. Nous avons entendu parler d'un dortoir universitaire qui porte le nom de Karadžić. Nous avons entendu parler de concerts organisés pour soutenir les criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine. Tout cela doit cesser. Il n'y a pas de place dans la vie publique pour les personnes reconnues coupables de crimes de guerre. Il y a autour de cette table un bon nombre de pays qui ont réglé ce problème après 1945.

En ce qui concerne la question *Sejdić-Finci*, M. Stephan Fuller est l'ancien Commissaire européen qui a travaillé pendant trois ans pour tenter de la résoudre. Malheureusement, ses efforts n'ont pas abouti, mais il devrait aujourd'hui aller de soi que tout citoyen qui a un passeport doit pouvoir être élu à n'importe quelle fonction. Le Président de la Roumanie, Klaus Werner Iohannis, est d'origine allemande. Le Maire de Londres a des racines étrangères, mais il n'en reste pas moins que c'est un citoyen. En Bosnie-Herzégovine, il ne suffit pas d'être citoyen. Il n'y a pas d'égalité, l'un des principes les plus sacrés du monde civilisé.

Comme je l'ai déjà dit, M. Alkalaj, l'Ambassadeur respecté de la Bosnie-Herzégovine, ne peut même pas, en théorie, être candidat à la présidence de l'État. C'est scandaleux. Il est tout aussi scandaleux que, depuis 10 ans, la décision de la Cour européenne des droits de l'homme n'ait toujours pas été appliquée. Je pense également que nous, en tant que communauté internationale, devrions avoir honte de fermer les yeux sur cette situation. Nous devrions insister davantage sur le respect des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine et sur l'interdiction d'une politique de deux poids, deux mesures. Si, dans nos propres pays, tout citoyen peut être candidat à tout poste, il doit en être de même en Bosnie-Herzégovine. C'est l'essence même de l'affaire

Sejdić-Finci. Bien sûr, dans une certaine mesure, cela modifierait l'Accord de paix de Dayton, mais nous avons un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme et nous devons le respecter. À cet égard, je voudrais mentionner deux points mineurs. Le premier concerne la mise en œuvre en Bosnie-Herzégovine : tant de verdicts ont été rendus maintenant. Le second touche au sentiment d'urgence.

En ce qui concerne les femmes et le développement et les femmes en Bosnie-Herzégovine, je suis tout à fait favorable à un quota de 40 %, comme le prévoit la loi bosnienne, et même à un quota de 50 %. Mais une fois encore, ce quota doit être appliqué. Il ne suffit pas de fixer un quota de 50 % sur papier. Il est de 40 % à l'heure actuelle, mais même cela n'est pas mis en œuvre. Si, un an après la formation d'un Gouvernement, je disais que des femmes devaient en faire partie, les gens diront que Valentin Inzko est un fauteur de troubles, un importun, qui demande l'inclusion de femmes au Gouvernement. Mais il n'y a pas de femmes au Gouvernement, il n'y a que des hommes et c'est une grande injustice.

Je ne ferai pas de remarques sur l'intégration euro-atlantique. Je voudrais simplement dire que c'est l'objectif autoproclamé de la Bosnie-Herzégovine en matière de politique étrangère. Comme vous l'avez dit, Madame la Présidente, l'article 84 de la loi sur la défense parle de l'avenir de l'OTAN. Ce n'est pas moi qui en parle; c'est dans la loi sur la défense. Bien sûr, on pourrait amender ladite loi et déclarer la neutralité de l'État, mais cette loi n'existe pas encore. Elle existe dans mon pays; nous nous sommes déclarés neutres. Mais en Bosnie-Herzégovine, c'est la loi sur la défense et son article 84 qui traitent de l'adhésion à l'OTAN. Il est vrai que, sur le plan politique, il y en a qui sont d'accord, d'autres qui ne le sont pas, mais le fait est que la loi est là, elle est codifiée et elle doit être mise en œuvre.

En ce qui concerne le Bureau du Haut-Représentant, je pense, comme l'Ambassadeur de la Russie, qu'il doit être fermé. Toutefois, au terme d'une mission couronnée de succès, nous ne devons pas répéter l'erreur que nous avons commise dans d'autres pays, lorsque la présence internationale est partie trop tôt. Nous devrions laisser derrière nous un mécanisme de suivi ou de supervision. Nous ne devrions pas partir trop tôt ou de façon trop abrupte, comme l'ont fait les juges et les procureurs étrangers il y a 10 ans. Le retrait doit se faire graduellement.

La Présidente (parle en anglais) : Je remercie le Haut-Représentant de sa réponse.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Korjenić pour répondre aux questions et observations qui lui ont été adressées.

M^{me} Korjenić (*parle en anglais*) : Aucune question ne m'a été adressée, mais je tiens à dire que je suis d'accord avec ce que vient de dire le Haut-Représentant. Je voudrais ajouter, très brièvement, que l'état de droit est la seule façon de garantir la justice et un avenir pacifique. Il est essentiel que les dirigeants politiques élus du pays commencent à définir un environnement de dignité et de respect mutuel pour tous, en particulier pour tous les rescapés et victimes du génocide et des crimes de guerre.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Bosnie-Herzégovine.

M. Alkalaj (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : Je voudrais vous féliciter, Madame la Présidente, de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de novembre et vous souhaiter, ainsi qu'à votre délégation plein succès. Nous saluons la présence de M. Valentin Inzko, Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, et prenons note de son rapport sur la situation en Bosnie-Herzégovine (S/2019/843, annexe) et de son exposé.

Nous nous félicitons de l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de la résolution 2496 (2019), prorogeant le mandat de l'Opération Althea dirigée par l'Union européenne, qui est présente en Bosnie-Herzégovine depuis de nombreuses années. Il est important de souligner que la Bosnie-Herzégovine, en tant que pays hôte, entretient une coopération fructueuse et fondée sur le respect avec l'Opération Althea, en particulier dans les domaines du renforcement des capacités et de la formation de ses forces armées.

La Bosnie-Herzégovine s'emploie à jouer un rôle indubitablement constructif au sein de l'ONU et d'autres institutions multilatérales, et aspire à adhérer à l'Union européenne et à nouer des partenariats bilatéraux avec ses États membres. Cela dit, j'aimerais informer le Conseil que la Présidence est convenue de plusieurs questions, notamment la voie à suivre pour devenir membre de l'Union européenne, le règlement de la question des biens appartenant à l'État qui se trouvent en Croatie ainsi que d'autres. De nombreux défis nous attendent sur la voie de l'intégration dans les structures européennes et euro-atlantiques, mais nous restons attachés et déterminés à les relever et les surmonter.

L'adhésion à l'Union européenne reste l'un des principaux objectifs stratégiques de la Bosnie-Herzégovine et fait l'objet d'une attention particulière de tous les acteurs politiques du pays. Les autorités de Bosnie-Herzégovine sont fermement résolues à relever les défis et à mettre en œuvre les réformes nécessaires à une intégration pleine et entière dans l'Union européenne. Nous avons redoublé d'efforts dans un certain nombre de domaines pertinents pour atteindre cet objectif, notamment en mettant en œuvre à titre prioritaire le programme de réformes et les réformes socioéconomiques et en poursuivant nos efforts de renforcement de l'état de droit et de la bonne gouvernance.

Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, l'état de droit est extrêmement important pour la Bosnie-Herzégovine, ainsi que pour tout autre pays, car il repose sur le principe de l'égalité devant la loi de tous les citoyens du pays, sans exception. En ce qui concerne les crimes de guerre portés devant les tribunaux nationaux, nous tenons à réaffirmer que leur traitement effectif, indépendamment de l'origine nationale ou de la religion des auteurs et des victimes, est essentiel pour la réconciliation et la stabilité à long terme.

La promotion d'une coopération amicale et constructive entre les pays de la région sur des questions d'intérêt mutuel demeure une priorité absolue de la politique étrangère de la Bosnie-Herzégovine. Nous jouons un rôle actif dans les initiatives régionales par le biais du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est, du Fonds pour les Balkans occidentaux, de l'Initiative de l'Europe centrale, etc. Le sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays participant au Processus de coopération d'Europe du Sud-Est s'est tenu à Sarajevo les 8 et 9 juillet. Ce processus est l'une des principales instances politiques de dialogue dans la région. Je voudrais également citer à titre d'excellent exemple de coopération régionale entre trois pays partenaires, à savoir la Serbie, la Turquie et la Bosnie-Herzégovine, le projet de construction de l'autoroute Sarajevo-Belgrade.

Au cours de la période considérée, la Bosnie-Herzégovine a continué d'honorer ses obligations internationales en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent. Le plan-cadre d'action pour la mise en œuvre de la stratégie bosnienne de prévention et de lutte contre le terrorisme pour la période 2015-2020 est en cours d'exécution.

En ce qui concerne la situation économique, il est toujours important d'insister sur le fait que l'économie

de la Bosnie-Herzégovine, comme celles d'autres pays de la région, dépend de plus en plus de la santé de l'économie mondiale. Nous nous devons également de souligner que la première de nos préoccupations et de nos priorités, en termes de réformes économiques, reste la mise en place d'un cadre juridique propre à améliorer l'environnement économique et à créer des emplois pour les jeunes. Actuellement, la principale inquiétude réside dans le départ de nombreux jeunes compétents et instruits, lequel pourrait être lourd de répercussions négatives sur notre développement économique futur. Des investissements massifs dans les infrastructures, les soins de santé et l'éducation sont nécessaires pour inverser cette tendance.

La Bosnie-Herzégovine a également lancé, dans le domaine du développement socioéconomique, un processus extrêmement important de planification, de suivi et d'évaluation pleinement conforme au Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, l'examen national volontaire de la Bosnie-Herzégovine a été présenté au forum politique de haut niveau en juillet. Je tiens également à exprimer notre gratitude à l'équipe de pays des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine pour ses remarquables contributions et ses inlassables efforts à l'appui de notre programme de développement institutionnel.

Nous souhaitons appeler l'attention du Conseil sur la question des migrants illégaux. Au cours de la période considérée, la Bosnie-Herzégovine a enregistré une hausse notable du nombre de réfugiés et de migrants sur son territoire, dont la plupart avaient traversé la frontière illégalement. En réponse, les autorités de Bosnie-Herzégovine ont pris un ensemble complet de mesures, portant notamment sur les aspects relatifs à l'aide humanitaire et à la sécurité.

La Bosnie-Herzégovine continue de contribuer activement à la paix et à la sécurité internationales en déployant des contingents et du personnel de police au sein des missions de maintien de la paix des Nations Unies. Actuellement, environ 45 de nos ressortissants servent dans des missions de maintien de la paix des Nations Unies à travers le monde.

Dans son rapport, le Haut-Représentant Inzko note que, bien que confronté à des obstacles importants à l'accomplissement de sa mission, il a refusé d'invoquer pleinement les pouvoirs exécutifs associés à son bureau. Nous sommes conscients que cette approche est propre à renforcer la confiance dans son jugement, dans l'intérêt de la Bosnie-Herzégovine en tant que

nation démocratique, et de la paix, de la stabilité et de la sécurité.

Je voudrais adresser quelques mots à M^{me} Selma Korjenić, pour donner suite à son analyse détaillée et approfondie de la situation et à ses perspectives positives sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. Je tiens à lui dire que oui, nous pouvons le faire — ensemble, et avec l'aide de nos amis du monde entier.

Pour terminer, nous souhaitons affirmer que les autorités de Bosnie-Herzégovine sont disposées à continuer d'œuvrer à garantir un avenir meilleur et prospère pour leurs citoyens, et nous remercions nos partenaires internationaux d'accompagner la Bosnie-Herzégovine sur cette voie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

M. Gonzato (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses 28 États membres. La Turquie, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats, ainsi que l'Ukraine, s'associent à la présente déclaration.

Je m'associe aux orateurs précédents pour souhaiter une nouvelle fois la bienvenue au Conseil de sécurité au Haut-Représentant pour la Bosnie-Herzégovine, M. Valentin Inzko, et je l'assure de l'appui constant de l'Union européenne. Je souhaite également la bienvenue au Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine, et je le remercie de sa déclaration.

Un an s'est maintenant écoulé depuis que des élections générales se sont tenues dans le pays, et nous notons avec une vive inquiétude qu'aucun gouvernement n'a encore été constitué au niveau de l'État et de la Fédération, et que le Parlement national n'est pas pleinement opérationnel. Cette situation ralentit lourdement la mise en œuvre de réformes ô combien nécessaires, qui permettraient à la Bosnie-Herzégovine de progresser sur la voie de son adhésion à l'Union européenne. Elle pousse en outre à se demander si les responsables politiques sont disposés à concrétiser l'aspiration de leurs concitoyens à rejoindre l'Union européenne.

Dans ce contexte, l'Union européenne exhorte une nouvelle fois tous les dirigeants politiques de Bosnie-Herzégovine à assumer leurs responsabilités et à former un gouvernement sans plus tarder. Nous les encourageons vivement à commencer à faire preuve d'un

esprit de compromis et à montrer leur détermination à parvenir à un accord sur les points de discorde restants. L'accord conclu en août dernier contenait des éléments positifs à cet égard.

En outre, nous réitérons notre appel à tous les responsables politiques pour qu'ils s'abstiennent de toute rhétorique nationaliste et provocatrice. Nous rappelons également que le révisionnisme et la glorification des criminels de guerre vont à l'encontre des valeurs de l'Union européenne et sont incompatibles avec la perspective d'une adhésion à l'Union. Le projet européen repose sur la réconciliation; les institutions et les dirigeants de Bosnie-Herzégovine doivent honorer leur engagement en faveur d'une réconciliation durable.

(l'orateur poursuit en français)

Nous rappelons une fois encore que la Bosnie-Herzégovine a été claire concernant sa volonté de devenir membre de l'Union européenne. La publication de l'avis de la Commission en mai dernier, avec ses priorités clefs couvrant les critères politiques de Copenhague, démontre notre profond engagement envers la Bosnie-Herzégovine, pour autant que cette dernière aborde le champ des réformes avec détermination. L'Union européenne attend des autorités de Bosnie-Herzégovine que, une fois en place, elles poursuivent activement et avec sérieux ces réformes.

(l'orateur reprend en anglais)

L'Union européenne insiste sur la nécessité que les autorités œuvrent au renforcement de l'état de droit, en particulier s'agissant de l'indépendance et de l'impartialité de l'appareil judiciaire, de lutter contre la corruption et la criminalité organisée, de contrecarrer la radicalisation et de garantir l'indépendance des médias et la sécurité des journalistes, de promouvoir l'emploi et l'éducation des jeunes, et de veiller à la mise en œuvre pleine et effective des réformes socioéconomiques.

Afin d'éviter une crise humanitaire durant l'hiver à venir, la Bosnie-Herzégovine doit prendre d'urgence des mesures pour assurer la gestion des migrations et l'accès au régime de l'asile, notamment en fermant le site inadapté de Vucjak et en augmentant les capacités d'accueil sur tout le territoire, en fonction de critères de faisabilité technique et de sécurité. La coordination entre toutes les autorités compétentes est essentielle pour faire bon usage de toutes les ressources mises à disposition par l'Union européenne.

L'Union européenne réaffirme également que les questions électorales, notamment les dispositions relatives à la tenue des élections locales à Mostar et de l'élection à la présidence de la Bosnie-Herzégovine, doivent être réglées le plus tôt possible, en prenant en considération la situation dans le pays, et dans le respect des normes européennes et des décisions de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine. Elle souligne qu'aucune mesure législative ou politique ne doit être prise dès lors qu'elle rendrait plus difficile l'application de la décision de la Cour européenne des droits de la personne dans l'affaire *Sejdic et Finci c. Bosnie-Herzégovine* et les affaires connexes. En outre, la Bosnie-Herzégovine doit appliquer les recommandations du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe afin d'améliorer la qualité démocratique de ses processus électoraux.

L'Union européenne réaffirme son attachement sans équivoque à la perspective européenne de la Bosnie-Herzégovine, en tant que pays unique, uni et souverain. S'agissant de la situation politique et des conditions de sécurité sur le terrain, et de l'importance de maintenir un climat sûr et sans danger, elle renouvelle également son ferme appui à la force multinationale de stabilisation (EUFOR ALTHEA) et au mandat que le Conseil de sécurité lui a confié.

Pour terminer, cinq mois après que la Commission a rendu son avis, l'accent est désormais mis sur la Bosnie-Herzégovine et sur la crédibilité de son attachement à suivre la voie qui mènera à son adhésion à l'Union européenne. Pour que cet engagement soit crédible, nous avons besoin d'homologues avec lesquels nous pouvons engager un dialogue concret sur les réformes requises afin de progresser vers l'Union européenne. Au-delà des mots, il nous faut désormais des preuves tangibles que la Bosnie-Herzégovine est prête à faire ce qu'il faut pour, un jour, devenir membre de l'Union européenne.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Dogan (Croatie) (*parle en anglais*) : En premier lieu, je souhaite la bienvenue au Haut-Représentant, M. Valentin Inzko, et je le remercie de son exposé détaillé aujourd'hui, ainsi que de son rapport (S/2019/843,annexe). Je remercie également M^{me} Selma Korjenic de sa précieuse contribution à la séance d'aujourd'hui.

La Croatie souscrit pleinement à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne; et je saisis cette occasion pour faire quelques remarques à titre national.

La Bosnie-Herzégovine est, pour la Croatie, non seulement un État voisin avec lequel nous partageons notre plus longue frontière, mais c'est aussi un État ami, dont les Croates de Bosnie-Herzégovine sont un des trois peuples constitutifs.

La situation politique en Bosnie-Herzégovine depuis les élections d'octobre 2018 a été dominée par l'échec de la formation d'un gouvernement au niveau de l'État et de la Fédération. Cela renforce le risque d'insécurité juridique et contribue également à une instabilité politique et institutionnelle accrue, compromettant gravement les indispensables réformes. Malheureusement, cela signifie qu'une année a été perdue pour la Bosnie-Herzégovine sur la voie de son adhésion à l'Union européenne, processus dans lequel le pays était déjà à la traîne par rapport à ses voisins des Balkans occidentaux. La Bosnie-Herzégovine doit, à titre prioritaire et sans plus attendre, former le Conseil des ministres et les autres organes de gouvernance de l'État et de la Fédération.

Un esprit de consensus, de dialogue et de compromis doit enfin prendre l'ascendant sur les luttes intestines basées sur une logique à somme nulle. Ce processus complexe exige de se doter d'une vision politique orientée vers l'avenir du pays dans l'intérêt de ses peuples et de ses citoyens. La situation actuelle et le discours tenus par certaines personnalités politiques sont contre-productifs. Ils freinent le pays, et les dirigeants politiques doivent enfin reconnaître leur responsabilité. Ils le doivent à leur pays, à ses peuples et à ses citoyens. Ils ont besoin de notre appui sans réserve dans cette entreprise.

La Croatie reste le plus fervent partisan de l'intégration européenne de la Bosnie-Herzégovine. Nous croyons sincèrement que la progression sur la voie de l'intégration européenne et euro-atlantique est le seul parcours fructueux et envisageable pour la Bosnie-Herzégovine. Cette voie est une garantie de sécurité, de stabilité et de prospérité économique pour tous. Nous ne voyons pas d'autre solution viable pour la Bosnie-Herzégovine ou les autres pays de la région.

La Croatie appuie fermement l'ambition de la Bosnie-Herzégovine d'accélérer sa progression sur la voie de l'intégration européenne. Nous devons

être conscients que pour la Bosnie-Herzégovine, la progression vers son intégration européenne est également un moyen de devenir un État pleinement fonctionnel. Il sera bien sûr nécessaire d'engager une série de réformes à cet effet pour bâtir un État réellement fonctionnel, doté de structures gouvernementales et de compétences qui renforceront l'efficacité de la prise de décisions et de leur mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne la capacité à adopter et à mettre en œuvre l'acquis communautaire.

Dans ce contexte, la République de Croatie fournit une assistance technique spécialisée régulière à la Bosnie-Herzégovine. La Croatie a également appuyé la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne. À cet égard, la Croatie attend avec impatience la prochaine étape — l'octroi du statut de candidat à l'Union européenne.

Notre attachement à l'intégration européenne de la Bosnie-Herzégovine et de toute la région des Balkans occidentaux se reflète dans les priorités de la prochaine présidence croate du Conseil de l'Union européenne durant la première moitié de 2020. Nous veillerons à ce que l'augmentation du nombre de membres de l'Union européenne reste une question clef du programme européen. À cet égard, le sommet entre l'Union européenne et les Balkans occidentaux prévu en mai 2020 à Zagreb se déroulera exactement 20 ans après le premier sommet de Zagreb, qui a ouvert la perspective européenne de la région des Balkans occidentaux.

La Bosnie-Herzégovine est un pays historiquement multinational avec un concept constitutionnel longuement établi d'égalité entre ses trois peuples, qui fait partie de ses constitutions depuis 1963. La République de Croatie a été le premier pays à reconnaître l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, et elle a toujours été le défenseur le plus ardent et le plus sincère de sa souveraineté en tant qu'État dotés de trois peuples constitutifs égaux et de tous ses citoyens. L'égalité totale des trois peuples constitutifs et de tous les citoyens bosniens doit sans aucun doute demeurer la base de la configuration institutionnelle de la Bosnie-Herzégovine, car c'est une question de la plus haute importance pour l'avenir du pays. La Croatie, en tant que pays voisin et garant de la mise en œuvre de l'Accord de Dayton, continuera certainement d'insister pour poursuivre sur cette base.

Le principe de représentation politique légitime est un élément important qui contribue à la stabilité politique interne de la Bosnie-Herzégovine. Nous estimons donc

qu'il est crucial que la Bosnie-Herzégovine engage sans plus attendre une réforme globale de la loi électorale pour garantir la représentation légitime au sein des institutions à tous les niveaux. Cette question devient d'autant plus urgente que les élections locales doivent se tenir l'année prochaine.

Dans ce contexte, il importe de trouver des solutions législatives pertinentes afin de régler cette question de manière satisfaisante. Ces solutions doivent viser à prévenir l'élection imposée de représentants politiques d'un peuple constitutif par d'autres à tous les niveaux de gouvernance. Cela doit se faire conformément aux jugements rendus par la Cour constitutionnelle bosnienne dans l'affaire *Ljubić* et dans l'affaire concernant la ville de Mostar. Il est de la plus haute importance que tous les partis et acteurs politiques bosniens se mettent d'accord sur cette question en se basant sur le principe d'ouverture et dans un esprit de dialogue et de consensus au sein du Parlement national.

En sus de ces problèmes structurels, la Bosnie-Herzégovine est confrontée à un nouveau défi. La vague de migration qui traverse les Balkans occidentaux s'est considérablement élargie en 2019 et la plus longue frontière terrestre externe de l'Union européenne est mise à rude épreuve du fait des migrations illégales.

La Présidente (*parle en anglais*) : Puis-je demander au représentant de la Croatie de clore son propos afin de respecter le temps de parole? Je le prie de prendre une minute supplémentaire pour terminer sa déclaration.

M. Dogan (Croatie) (*parle en anglais*) : La Croatie reste déterminée à maintenir son approche constructive de partenariat avec la Bosnie-Herzégovine, et les calomnies peu constructives et les propos incendiaires occasionnels de certaines personnes n'y changeront rien. Comme le souligne la déclaration de l'Union européenne, ces attaques ne font que semer le doute quant au degré d'attachement de ces personnalités politiques au processus d'intégration européenne de la Bosnie-Herzégovine et à son avenir européen.

Je conclus en soulignant que la Croatie demeure un fervent partisan des efforts que déploie la Bosnie-Herzégovine pour offrir un avenir meilleur à tous ses citoyens.

Je suis désolé de la longueur de ma déclaration.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le texte intégral de la déclaration de la délégation croate a été distribué.

Je suis désolée d'avoir dû interrompre le représentant croate en raison des contraintes de temps.

Je donne maintenant la parole à la représentante de la Serbie.

M^{me} Ivanovic (Serbie) (*parle en anglais*) : Je remercie les membres du Conseil de sécurité, le Haut-Représentant et les autres orateurs de leurs déclarations aujourd'hui.

La position de la Serbie en ce qui concerne la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine est de notoriété publique, a été confirmée à maintes reprises et n'est pas remise en question. Il en va de même en ce qui concerne sa position à l'égard de l'Accord de paix de Dayton — après tout, la Serbie est un des garants de cet accord. Mon pays appuie la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État composé de deux entités — la Republika Srpska et la Fédération de Bosnie-Herzégovine — tout comme il appuie les décisions prises par ce pays conformément aux compétences et aux accords de ses trois peuples constitutifs, à savoir les Serbes, les Croates et les Bosniaques.

À maintes occasions, la Serbie a exprimé son appui à la formation rapide des institutions bosniennes à tous les niveaux, conformément aux résultats des élections parlementaires d'octobre 2018, car cela contribuerait de manière significative à la stabilité de la Bosnie-Herzégovine et de la région. Plus d'un an après les élections, rien ne saurait justifier un nouveau retard dans la formation des institutions, en particulier le Conseil des ministres, qui doit être constitué sans conditions préalables, sur la base de la Constitution de la Bosnie-Herzégovine et de la volonté démocratique de ses citoyens.

La Serbie partage les préoccupations du Haut-Représentant en ce qui concerne la rhétorique déstabilisatrice des déclarations de nombreux dirigeants politiques en Bosnie-Herzégovine et appelle tous les acteurs, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à se montrer suffisamment responsables et à s'abstenir d'échanger des accusations. Nous sommes préoccupés en particulier par l'adoption, ou la menace d'adoption, de mesures unilatérales contraires à la lettre et à l'esprit de l'Accord de Dayton. Je note que l'Accord découle d'un compromis et reflète un équilibre délicat, qui est le fruit d'un travail méticuleux, trouvé entre les concepts opposés de la Constitution de la Bosnie-Herzégovine. Par conséquent, les tentatives de déséquilibrer le modèle

établi il y a 25 ans ne sont guère propices à la stabilisation profonde et durable de ce pays.

La Serbie appelle tous les participants aux processus politiques en Bosnie-Herzégovine, ainsi que les représentants de la communauté internationale, à se montrer plus responsables et à s'abstenir de tout propos visant à disqualifier d'autres acteurs politiques, en particulier ceux qui sont élus démocratiquement. Le dialogue entre les institutions bosniennes est le seul moyen de renforcer la confiance et de parvenir à un compromis sur les questions ayant trait au développement futur de la Bosnie-Herzégovine et, par extension, à la stabilité de la région. Comme par le passé, mon pays fera tout ce qui est en son pouvoir pour apporter une contribution constructive à cet égard.

Au niveau bilatéral, la Serbie continue d'intensifier le dialogue politique avec la Bosnie-Herzégovine. Un certain nombre de visites ont été organisées récemment dans le contexte des efforts que déploie mon pays pour promouvoir la coopération avec ses voisins, y compris la Bosnie-Herzégovine. Les deux pays ont ainsi démontré leur engagement à nouer des relations bilatérales et à améliorer les relations régionales, tout en s'appuyant sur les valeurs européennes et universelles et sur la compréhension, le compromis et la coopération.

Depuis de nombreuses années maintenant, la Bosnie-Herzégovine est l'un des principaux partenaires commerciaux étrangers de la Serbie. De janvier à septembre de cette année, les échanges commerciaux entre les deux pays se sont élevés à plus de 1,5 milliard d'euros, ce qui témoigne du renforcement croissant de leur coopération économique. Avec plus d'un milliard d'euros, la Serbie est le premier investisseur étranger en Bosnie-Herzégovine. Cette coopération s'inscrit dans le droit fil de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC). Dans ce contexte, je voudrais souligner que les deux pays ont été touchés par l'augmentation déstabilisatrice de 100 % des droits de douane portant sur leurs marchandises par les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina. C'est un acte qui n'a aucun sens, contraire à tous les processus et engagements régionaux, notamment l'ALEEC. La communauté internationale doit exercer son influence sur les institutions provisoires d'administration autonome de Pristina pour qu'elles suppriment ces droits de douane et normalisent les relations commerciales dans la région.

La coopération régionale et l'intégration européenne fondées sur la stabilité, la démocratisation,

le développement économique et la prospérité sociale sont les principales priorités de la politique étrangère de la Serbie. La Bosnie-Herzégovine est l'un des principaux partenaires bilatéraux de mon pays et, dans ce contexte, la Serbie est fermement attachée à la vision de bon voisinage. En tant que pays candidat à l'Union européenne, la Serbie apporte un appui désintéressé aux autres pays candidats et candidats potentiels qui engagent des réformes en vue d'intégrer l'Union européenne. Nous nous félicitons de chacun des succès remportés par la Bosnie-Herzégovine sur cette voie, conformément aux 14 priorités que la Commission européenne a définies et que la Bosnie-Herzégovine doit respecter en vue de l'ouverture des négociations d'adhésion.

À cet égard, la Serbie est prête à partager l'expérience qu'elle a acquise lors de ses propres négociations d'adhésion dans l'espoir que son voisin entamera lui aussi ces négociations prochainement. À l'instar d'autres pays candidats de la région, nous estimons que le processus de négociations ne sera pas entravé par les défis actuels au sein de l'Union européenne, et qu'au contraire, l'Union européenne démontrera sa ferme volonté de poursuivre le processus en maintenant la question de l'adhésion des Balkans occidentaux au premier rang de ses priorités. La Serbie est durablement engagée en faveur de la paix, de la stabilité, de la sécurité et de la coopération aux niveaux régional et international. À cette fin, elle continue de contribuer au renforcement de la stabilité, de la démocratisation, du développement économique et de la prospérité sociale, sur la base des principes de réconciliation, de bon voisinage, de dialogue et de compromis. Nous sommes fermement convaincus que ces objectifs peuvent être atteints grâce au respect mutuel et à l'exclusion des politiques partisans contre-productives.

La Présidente (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Allemagne a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Heusgen (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je ne veux pas prolonger la séance. Je serai donc bref. Au cours de mon intervention, j'ai repris ce que le Haut-Représentant avait dit précédemment au sujet de l'atmosphère dans la région concernant le négationnisme du génocide et la glorification des criminels de guerre. J'ai également demandé dans quelle mesure les pays voisins pouvaient réellement contribuer à la lutte contre ces deux phénomènes. Je n'ai rien entendu à ce propos dans leurs réponses. Je demande donc aux représentants

de la Serbie et de la Croatie ce qu'ils pensent pouvoir faire. Peuvent-ils apporter une contribution à cet égard? Je voudrais également rappeler à la représentante de la Serbie que le Président serbe, M. Vučić, a fait preuve de bonne volonté en se rendant à Srebrenica. Avec l'influence qu'il a, serait-il prêt, par exemple, à demander publiquement que le dortoir Karadžić à Pale soit renommé?

La Présidente (*parle en anglais*) : La représentante de la Serbie a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

M^{me} Ivanovic (Serbie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant permanent de l'Allemagne,

M. Heusgen, de sa question. S'agissant de la déclaration faite aujourd'hui par M^{me} Korjenić, l'une de nos intervenants, je tiens à appuyer les propos tenus par le Représentant permanent de la Bosnie-Herzégovine. Son message est le suivant : tous les crimes de guerre commis en Bosnie-Herzégovine doivent donner lieu à des poursuites et l'ensemble des victimes et des survivants doivent être respectés, indépendamment de leur appartenance ethnique ou religieuse. Nous estimons que cette approche consistant à traiter de manière impartiale les auteurs et les victimes de crimes est la voie à suivre. C'est la bonne voie vers la réconciliation.

La séance est levée à 12 h 15.